

CHAPITRE IV

Les résultats économiques des exploitations agricoles en 2015 **Données du Réseau d'Information Comptable Agricole**

Rapport annuel RICA 2015 - Méthodologie	96
1. Évolutions conjoncturelles et à moyen long terme des résultats selon les orientations productives	97
2. Les disparités de résultats en 2015	103
3. Les subventions aux exploitations agricoles en 2015	106
4. La situation financière des exploitations agricoles	110
Annexes	116

Ce rapport a été préparé par Alice Lorge, Cécile Welter-Nicol, Olivier Louveau, Vincent Marcus.

Les résultats économiques des exploitations agricoles en 2015

Commission des Comptes de l'Agriculture de la Nation

13 décembre 2016

Service de la statistique et de la prospective
Secrétariat Général - MAAF

Rapport annuel RICA 2015 - Méthodologie

Le RICA et le champ couvert

Le Réseau d'information comptable agricole (RICA) est une opération communautaire de recueil d'informations technico économiques. En France métropolitaine, **le RICA couvre le champ des exploitations dont la production brute standard (PBS) est supérieure à 25 000 €**. Il représente ainsi les moyennes et grandes exploitations, soit, en 2010, 97 % de la PBS, 93 % de la surface agricole utile, 87 % du volume de travail agricole et 74 % des exploitations agricoles. Sauf mention contraire, **l'ensemble des données présentées dans ce rapport sont sur le champ France métropolitaine**.

Données 2015 : données provisoires

Les données 2015 présentées dans ce rapport ont été établies à partir de l'échantillon RICA provisoire, représentant **93 % de l'échantillon définitif du RICA 2015 sur la France métropolitaine** qui sera disponible fin janvier 2017. Les données sont ainsi établies pour ce rapport sur un échantillon de 6 754 exploitations représentant 296 800 moyennes et grandes exploitations de France métropolitaine.

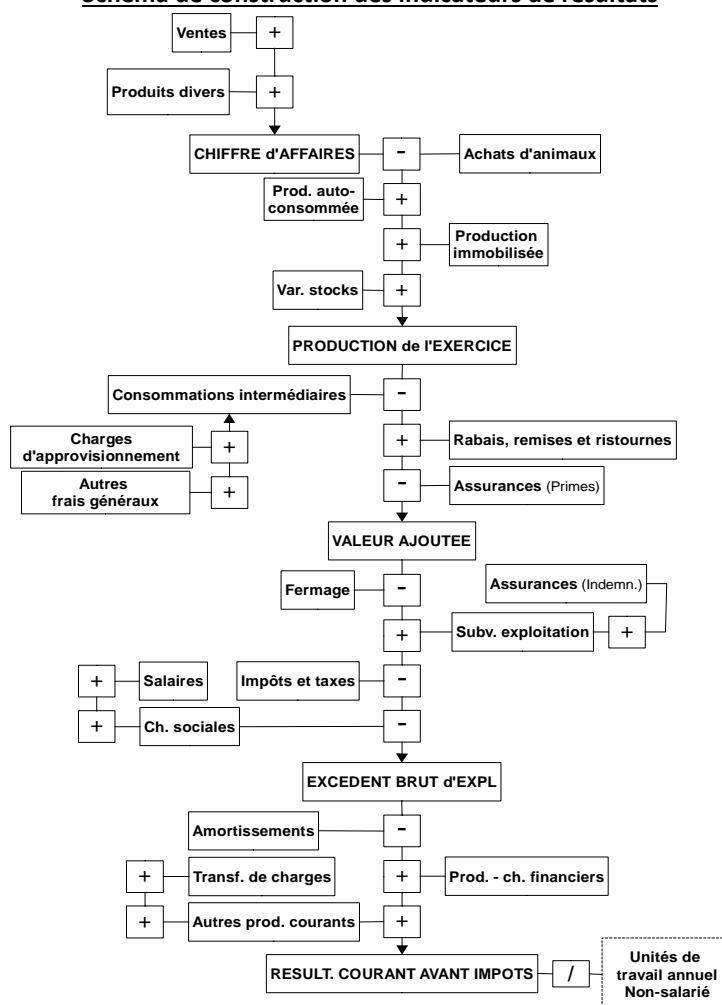
Évolutions 2014-2015

Les évolutions 2014-2015 sont, sauf mention contraire, exprimées en **valeur réelle**. Les données 2014 ont pour cela été exprimées en € 2015 à l'aide de l'indice du prix du Produit Intérieur Brut source INSEE.

Pour en savoir plus sur le RICA, voir la rubrique « à propos du RICA » sur agreste.gouv.fr :

<http://agreste.agriculture.gouv.fr/enquetes/reseau-d-information-comptable/a-propos-du-rica-978/>

Schéma de construction des indicateurs de résultats



1. Évolutions conjoncturelles et à moyen long terme des résultats selon les orientations productives

En 2015, toutes orientations productives confondues, le chiffre d'affaires moyen des exploitations agricoles « moyennes et grandes » est stable par rapport à 2014 (+0,4%). Les dépenses en consommations intermédiaires diminuent (-1,2 % en moyenne), conséquence de la baisse du prix des engrais et des dépenses en carburants (-17%), même si les charges en alimentation animale s'accroissent légèrement(+2%). De ce fait, la valeur ajoutée moyenne des exploitations s'accroît (+2,5%). Les subventions d'exploitation et les charges de personnel évoluent très peu en moyenne, toutes productions confondues, tandis que la valeur des fermages est en légère hausse (+2,1%).

Tableau 1 - Indicateurs de synthèse des résultats 2015 et des évolutions 2014-2015 par orientation

Orientation	Excédent brut d'exploitation		Dotations aux amortissements		Résultat courant avant impôts		Résultat courant avant impôts par actif non salarié	
	2015 (en €)	Evo. 15/14 (en %)	2015 (en €)	Evo. 14/15 (en %)	2015 (en €)	Evo. 14/15 (en %)	2015 (en €)	Evo. 14/15 (en %)
Céréales - oléoprotéagineux	55 028	3,3	32 349	0,8	20 385	8,2	16 709	8,2
Autres grandes cultures	104 980	11,6	44 886	-2,5	56 497	21,8	40 355	18,3
Maraîchage	77 085	15,9	26 679	-5,4	48 130	37,4	35 390	46,5
Horticulture	68 459	19,9	20 100	-5,5	46 384	35,5	33 131	40,4
Viticulture	96 261	3,9	25 599	6,5	67 236	3,5	51 720	4,3
Fruits et autres cultures perm.	77 776	28,0	28 950	7,1	46 400	48,0	31 781	51,1
Bovins lait	72 146	-14,1	38 108	1,9	29 115	-29,3	17 539	-28,4
Bovins viande	49 571	2,8	22 617	3,1	24 486	4,6	18 835	3,0
Bovins mixtes	86 765	-5,0	45 129	1,9	36 073	-11,6	19 394	-13,9
Ovins et caprins	56 451	10,8	23 436	7,0	30 500	13,0	20 748	13,7
Porcins	78 527	4,1	48 078	0,2	18 579	17,4	12 992	18,3
Volailles	89 904	11,3	42 841	7,6	39 382	15,3	28 130	18,6
Polyculture, polyélevage	77 582	1,8	41 744	1,1	31 281	5,4	19 674	4,0
Ensemble	73 710	1,3	33 282	2,1	36 598	1,2	25 415	1,2

*Évolutions calculées en valeurs réelles

Source : SSP RICA

Dans ce contexte, l'excédent brut d'exploitation (EBE)¹ des exploitations de dimension « moyenne et grande » s'établit à 73 700 euros en moyenne en 2015, en hausse de 1% par rapport à 2014. L'EBE exprime la capacité de l'entreprise à générer des ressources du seul fait de son exploitation. Il est utilisé pour rémunérer l'exploitant (prélèvements privés), rembourser les annuités d'emprunts à moyen et long terme et pour constituer une réserve (autofinancement des investissements et marge de sécurité). De variabilité proche de celle du résultat courant avant impôts (RCAI), il peut être utilisé comme indicateur de « revenu brut ».

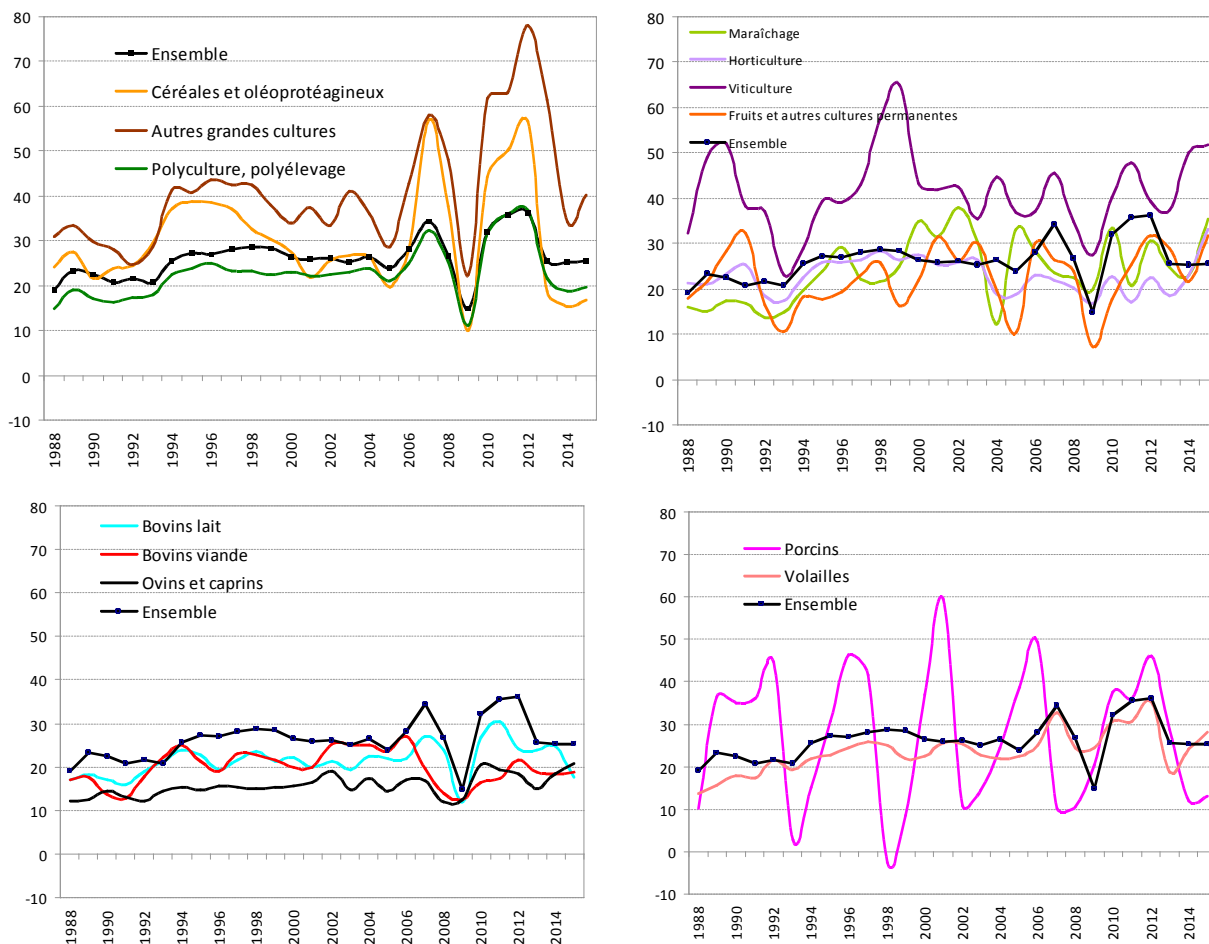
Le résultat courant avant impôts (RCAI) se déduit de l'EBE après prise en compte de l'amortissement des investissements (+2 % pour cette année 2015) et des charges d'intérêt. Il constitue une forme de revenu mixte qui rémunère à la fois le travail et le capital de l'exploitant non-salarié. En 2015, le RCAI des exploitations agricoles de dimension « moyenne et grande » s'élève à 36 600 euros en moyenne, soit +1% par rapport à 2014. Le taux de marge nette (RCAI / produits courants) s'établit à 15 % comme en 2014.

Les charges sociales de l'exploitant, 11 400 euros en moyenne, ne sont pas comptabilisées en charges dans le calcul du RCAI. Il en est de même des plus ou moins-values sur cession d'actifs (4 400 euros en moyenne) et des subventions d'investissement affectées aux résultats (1 300 euros en moyenne) car elles sont considérées comme exceptionnelles d'un point de vue comptable, même si elles peuvent être sources de résultats. Le résultat de l'exercice, net des charges sociales de l'exploitant, permet de tenir compte de ces trois agrégats. Celui-ci s'établit en moyenne à 31 400 euros en 2015 (contre 29 100 euros en 2014).

1 Sans prise en compte de sa politique de financement, ni de sa politique d'amortissement, ni des événements exceptionnels

Les indicateurs de « revenu » (net ou brut) analysés plus en détail dans ce rapport sont l'EBE et le RCAI rapportés aux unités de travail non salarié (Utans). Avec un nombre d'Utans par exploitation de 1,44 en moyenne en 2015, l'EBE par Utans s'éleve en moyenne à 51 200 euros en 2015 (+1%) et le RCAI par Utans moyen à 25 400 euros (+1% par rapport à 2014). Il s'établit à un niveau légèrement inférieur à celui observé sur la période 1995-2005 (-5%), avant les fortes fluctuations observées entre 2005 et 2012, en lien notamment avec les fortes variations du prix des céréales.

Figure 1 - Evolution du RCAI par Utans par orientation productive, en milliers d'€ 2015



Source : SSP RICA

L'évolution des résultats moyens des exploitations « moyennes et grandes » masque toutefois des évolutions contrastées selon les orientations productives.

Des résultats en hausse pour les exploitations en céréales et oléoprotéagineux mais se maintenant néanmoins à un bas niveau

En 2015, l'EBE par actif non salarié des exploitations spécialisées en « Céréales et oléoprotéagineux » s'établit à 45 100 euros en moyenne, en hausse de 3% par rapport à 2014. Cette évolution s'inscrit dans un contexte de hausse des prix de vente de la plupart des cultures et d'accroissement des rendements des principales cultures céréalières. En 2015, les prix auxquels les exploitations spécialisées en COP ont commercialisé leurs productions augmentent ainsi de +16 % pour le blé dur, +7 % pour le maïs grain, +10% pour le colza, +3 % et +1% pour les orges d'hiver et de printemps. Seul le blé tendre connaît une baisse de prix (-2 %), cette baisse étant toutefois plus que compensée par la hausse des rendements : +5 % en blé tendre et +7 % pour les orges. Les charges d'approvisionnement diminuent de 3 % sous l'effet de la baisse des prix des intrants et des dépenses en carburant, contribuant à la hausse de 15 % de la valeur ajoutée. Le

montant moyen des subventions d'exploitation se réduit pour sa part de 8 % de part la réforme des aides PAC, notamment sur les aides à l'hectare du 1^{er} pilier.

Malgré la légère hausse (+1%) des dotations aux amortissements, qui pèsent pour près de 59 % de l'EBE dans cette orientation productive, le RCAI par actif non salarié s'établit à 16 700 euros, en hausse de 8% par rapport à 2014. L'orientation reste toutefois à un résultat près de deux fois inférieur à la moyenne de 2005-2014 période marquée par de fortes fluctuations mais aussi de 1995-2004 (-45%).

Hausse des résultats pour les autres grandes cultures permettant un retour à la moyenne des années 1995-2004

Les exploitations en autres grandes cultures valorisent principalement la betterave sucrière ainsi que la pomme de terre et les légumes de plein champ même si elles produisent généralement aussi des céréales (notamment blé, orge, maïs). En 2015, la hausse marquée du prix de vente de la pomme de terre (+20%) et la réduction des charges d'approvisionnement (-6 %) consécutive à la baisse des dépenses en intrants et en carburant, contribuent à la hausse de la valeur ajoutée (+16 %).

Dans un contexte de baisse du montant moyen des subventions d'exploitation (-15 %) et de réduction des charges de personnel (-15 %), l'EBE par actif non salarié s'établit à 75 000 euros, en hausse de 8% par rapport à 2014. Ce résultat est le plus élevé de l'ensemble des orientations productives.

Favorisé par une baisse de -2,5 % des dotations aux amortissements, le RCAI par actif non salarié s'accroît de +18 % par rapport à 2014 pour s'établir à 40 400 euros en moyenne, permettant ainsi de retrouver le niveau de résultats de la période 1995-2004 (+4%) après ces dernières années de fortes fluctuations.

Hausse des résultats pour les autres productions végétales

Maraîchage :

En 2015, la croissance du chiffre d'affaires des exploitations maraîchères (+ 4 %) dans un contexte de hausse des prix de la plupart des légumes, ainsi que la baisse des charges en personnel (-2 %) et des services et achats externes² (-13%) favorisent la progression de l'EBE par actif non salarié (56 700 euros, soit + 24 % par rapport à 2014) en dépit de la légère hausse des charges d'approvisionnement (+2%). Le RCAI par actif non salarié s'établit à 35 400 euros en moyenne, en hausse de +47 % par rapport à 2014. Les résultats 2015 de cette orientation sont ainsi près de 36% supérieurs à la période 2005-2014.

Horticulture :

En 2015, les exploitations spécialisées en horticulture ont un EBE de 48 900 euros par actif non salarié, en hausse de 24 % par rapport à 2014. Le RCAI par actif non salarié, 33 100 euros en moyenne, s'accroît pour sa part de +40 % par rapport à 2014. Ces fortes augmentations s'expliquent principalement par la hausse du chiffre d'affaires (+3 %), la baisse des frais de personnel (-7%) et la diminution des dotations aux amortissements (+6%).

Viticulture :

En orientation « Viticulture », avec l'évolution favorable du prix des vins (+4 % pour les vins AOP/AOC en vrac, +10 % pour les vins AOC/AOP en bouteille, +10 % pour les vins IGP/de Pays en vrac) et la relative stabilité des volumes produits de raisin en 2014 et en 2015, la production de l'exercice, qui tient compte de la valorisation des stocks, est en hausse de +3 %. L'EBE par actif non salarié des exploitations viticoles s'établit à 74 000 euros, soit une augmentation de 5 % par rapport à 2014. Compte tenu de l'augmentation des dotations aux amortissements (+7%), le RCAI par actif non salarié s'établit à 51 700 euros en moyenne, en hausse de 4 % par rapport à 2014. Les résultats 2015 de cette orientation sont près de 30% supérieurs à la période 2005-2014.

2 personnel extérieur à l'entreprise ; entretien/réparation du matériel et des bâtiments

Fruits et cultures permanentes :

En 2015, l'EBE par actif non salarié des exploitations spécialisées en « Fruits et autres cultures permanentes » s'accroît de près de 31%, à 53 300 euros en moyenne. Cette augmentation est essentiellement liée à des prix favorables aux fruits les plus vendus (pommes, poires, abricots et pêches) et, dans une moindre mesure, à la hausse des subventions d'exploitation (+8 % en moyenne). Le RCAI par actif non salarié est 31 800 euros (+51 % par rapport à 2014), soit un des niveaux les plus élevés observés au cours des 15 dernières années.

Un résultat en baisse en 2015 pour les éleveurs de bovins lait

En 2015, la valeur de la production des exploitations spécialisées en « Bovins lait » diminue de 6%. Cette baisse est essentiellement explicable par la forte diminution du prix du lait payé aux éleveurs : de 385€ en moyenne par 1000L en 2014, il redescend à 340€ en 2015, dans un contexte de forte diminution de la demande étrangère et de suppression des quotas laitiers européens. La hausse de 4% des quantités vendues³, la baisse des charges en alimentation animale (-3%) et la hausse des subventions d'exploitation (+2%) notamment apportées par la prime par vache laitière ne permettent pas de compenser cette baisse des cours. Au final l'EBE par actif non salarié s'établit à 43 500 (soit -13%) et se place parmi les plus faibles résultats par orientation de l'année 2015 avec les bovins viande et les ovins caprins.

Le RCAI par actif non salarié s'établit en 2015 à 17 500 euros, en baisse de 28 % par rapport à 2014. Les résultats 2015 sont ainsi près de 18% inférieur à la période 1995-2004.

Des résultats quasi-stables pour les éleveurs de bovins viande

En 2015, les prix de vente des bovins (brouards, taurillons, veaux de boucherie et vaches de réforme) sont stables. La valeur des animaux produits au cours de l'année par les éleveurs spécialisés en « bovins viande » varie ainsi peu. La production de l'exercice reste stable entre 2015 et 2014 et les charges en alimentation diminuent de 2 %.

Avec une augmentation de 4 % des subventions d'exploitation (qui représentent un tiers du total des produits courants), l'EBE par actif non salarié s'établit à 38 100 euros en moyenne, en hausse de 1% par rapport à 2014. Le RCAI moyen par actif non salarié s'élève à 18 300 euros, en hausse de 3% par rapport à 2014. En 2015, comme depuis 2007, c'est dans cette orientation que les résultats moyens sont les plus faibles. Si l'orientation revient au niveau des résultats moyens de ces dix dernières années, ils restent de près de 16% inférieurs à la période 1995-2004.

Des résultats en hausse pour les éleveurs d'ovins et caprins et de volailles

Ovins-Caprins :

Le chiffre d'affaires des exploitations spécialisées en ovins ou en caprins progresse de 6 % en 2015. Si la production des ovins, notamment des agneaux, est relativement stable, le lait de brebis bénéficie d'une hausse des prix (971 €/1000 L en 2015, contre 943 €/1000 L en 2014) ainsi que le lait de chèvre (689 €/1000 L en 2015 contre 676 €/1000 L en 2014). Le lait de chèvre a vu une augmentation de ses volumes collectés de l'ordre de +13% (contre une stabilisation des volumes collectés pour le lait de brebis). Les subventions d'exploitation versées aux exploitants, qui représentent 30 % des produits courants, progressent de 10%. L'EBE par actif non salarié est de 38 400 soit +9%. Malgré des dotations aux amortissements en hausse de 7%, le RCAI moyen par actif non salarié s'établit à 20 700 euros, en hausse de 14 % par rapport à 2014. Les résultats 2015 sont ainsi près de 26% supérieurs à la moyenne de ces dix dernières années et près de 30% supérieurs à la période 1995-2004.

3 Les effectifs en vaches laitières s'accroissent de 4% et les rendements laitiers (quantité de lait produit par vache) passent de 6670L en 2014 à 6710L en 2015.

Volailles :

En 2015, les hausses de prix des poulets de chairs payés aux exploitants (+12%) ainsi que des pintades, canard, et œufs de poule (+10%) compensent largement les légères réductions de prix observées sur la majorité des autres volailles. Au total, la valeur de la production de volailles augmente de 10 %. En dépit de l'augmentation des charges en alimentation animale (+13 %) notamment du fait de la hausse des prix sur le maïs, la valeur ajoutée de cette production est à la hausse (+15%). L'EBE par actif non salarié s'établit à 64 200 euros en moyenne (soit +15%) et le RCAI par actif non salarié est de 28 100 euros (+19%).

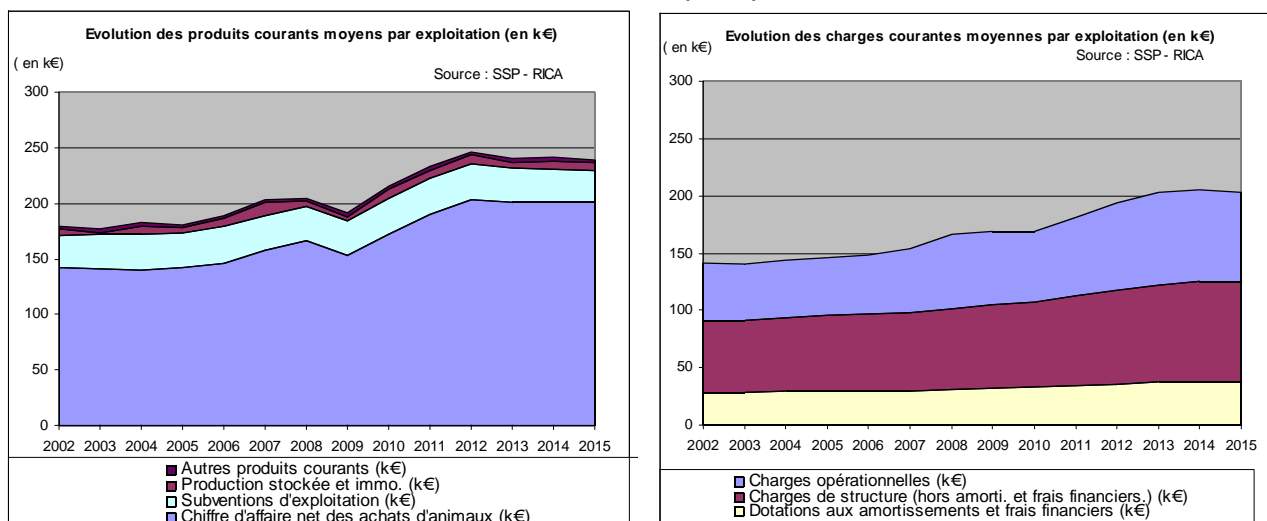
Des résultats faibles pour les éleveurs de porcins mais en légère reprise par rapport à 2014

En 2015, les producteurs de porcins sont confrontés à une conjoncture défavorable avec la baisse du prix du porc à l'engrais (-4 %) entraînant un recul de 2 % de la production de l'exercice et la baisse des subventions d'exploitation (-4 % en moyenne). Dans un contexte de légère réduction des charges en alimentation (-1%) et de baisse plus marquée des achats et services extérieurs (-10%) tels les travaux réalisés par des tiers et l'entretien/la réparation du matériel et bâtiments, l'EBE par actif non salarié est toutefois en augmentation dans cette orientation (54 900 euros soit +5%) tout comme le RCAI par actif non salarié (13 000 euros en moyenne, soit +18%). Bien que les résultats restent faibles en niveau (-55 % par rapport à la moyenne de 28 600 euros sur la période 2004-2014), l'année 2015 marque donc une année de légère reprise dans les évolutions très cycliques des résultats des élevages porcins.

En 2015, la baisse des charges spécifiques aux cultures et aux animaux permet une légère diminution des charges courantes

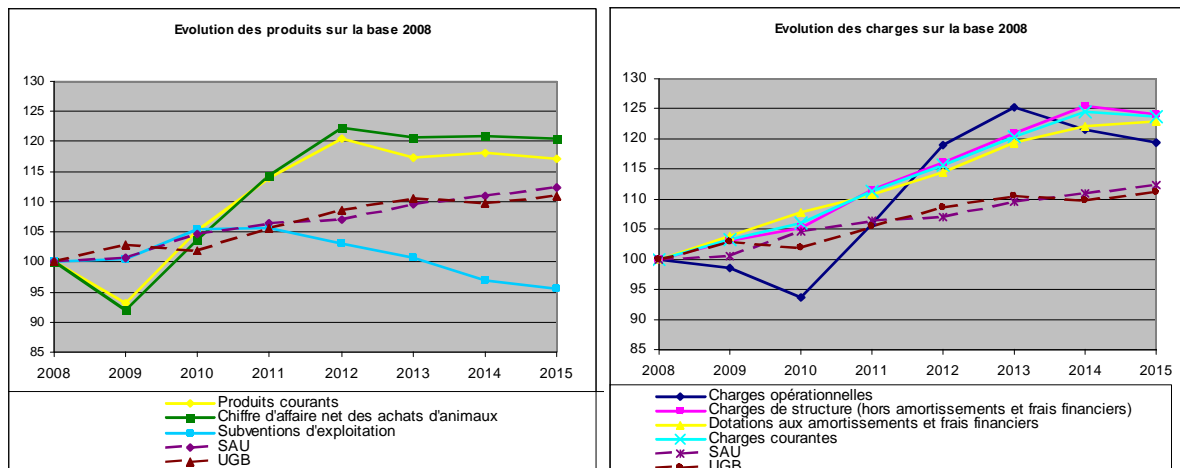
Les charges courantes peuvent être décomposées en trois grands types de charges : charges liées à la production (charges opérationnelles), charges de structure, dotations aux amortissements. Les charges opérationnelles comprennent les dépenses directement liées à l'acte de production : intrants pour les cultures (engrais, semences, produits phytosanitaires), alimentation achetée et dépenses vétérinaires pour l'élevage... Les charges de structure comprennent les dépenses d'équipement, les bâtiments, les travaux effectués par des tiers, le foncier, la main d'œuvre externe, les frais généraux.

Figure 2 : Évolutions des produits courants et des charges courantes de 2002 à 2015 toutes orientations productives confondues (en k€)



Source : SSP-RICA

Figure 3 : Evolution des produits courants et des charges courantes toutes orientations productives confondues en indice base 2008



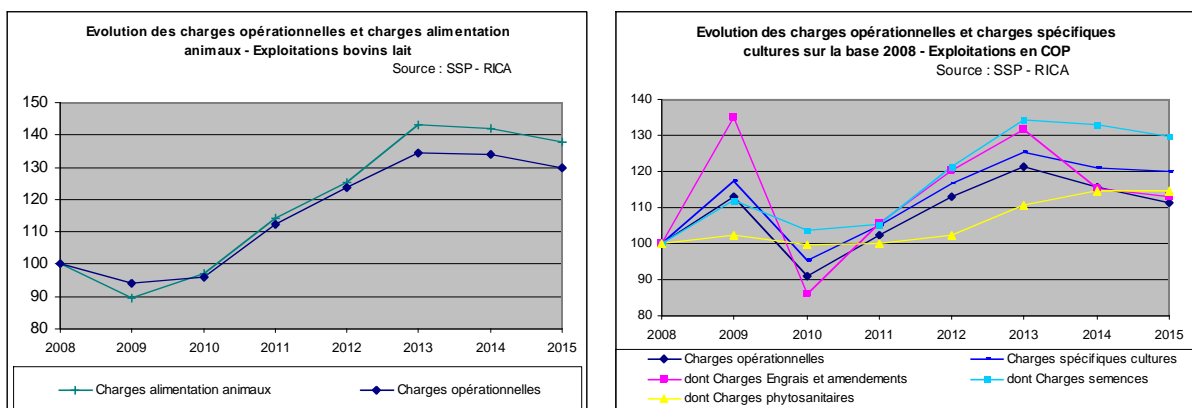
Source : SSP-RICA

En 2015, les charges courantes s'établissent à 203 000 € en moyenne par exploitation (soit -1 % par rapport à 2014). Elles ont augmenté depuis 2008 de près de 22 %, à un rythme plus rapide que ne l'a été l'agrandissement moyen des exploitations en hectares de SAU (+11 % sur la période) et en effectifs UGB (+12 %). Les dotations aux amortissements augmentent continûment depuis 2008 (+23 % depuis 2008).

Les évolutions des charges opérationnelles sont davantage liées à la conjoncture que celles des charges de structure. Les premières sont en diminution depuis 2013 (-6 % en deux ans) alors qu'elles avaient augmenté de manière importante entre 2010 et 2013 (de l'ordre de 6 à 14 % par an). Pour les exploitations spécialisées en COP, ces charges sont essentiellement liées aux charges spécifiques aux cultures (engrais et amendements, semences et plants, phytosanitaires, produits de défense des végétaux, travaux et services pour cultures et irrigation) qui représentent 41 % de l'ensemble des charges courantes de ces exploitations (contre 21 % toutes orientations confondues). Ces charges (constituées pour 40 % des engrais et amendements) ont augmenté de l'ordre de 8 à 12 % par an entre 2010-2013 avant de se réduire de -5 % depuis 2013.

Pour les éleveurs bovins lait, les évolutions des charges opérationnelles sont essentiellement liées aux charges spécifiques aux animaux (alimentation des animaux, produits vétérinaires, produits de reproduction animale, travaux et services pour l'élevage, honoraires vétérinaires, location animaux). Ces charges représentent 26 % des charges courantes dont près de 19 % pour les seules charges en alimentation. Entre 2010 et 2013, les charges d'alimentation ont augmenté fortement avant de se réduire plus modérément entre 2013 et 2015, en lien avec l'évolution des cours des céréales.

Figure 4 : Corrélation entre les charges opérationnelles et les charges spécifiques cultures/animaux en orientation Bovin Lait et COP.



Source : SSP-RICA

2. Les disparités de résultats en 2015

Une dispersion stable toutes orientations confondues

Tableau 2 – Distribution et indicateurs de disparité des principaux indicateurs de résultat

	Moyenne	D1	Q1	Médiane	Q3	D9	Q3/Q1
EBE	73710	13808	29254	53072	93781	152124	3
EBE/Utans	54539	11988	23938	41052	64168	100817	3
RCAI	36598	-6984	8557	25204	49680	90725	6
RCAI/Utans	27456	-5900	6952	19411	35507	60568	5

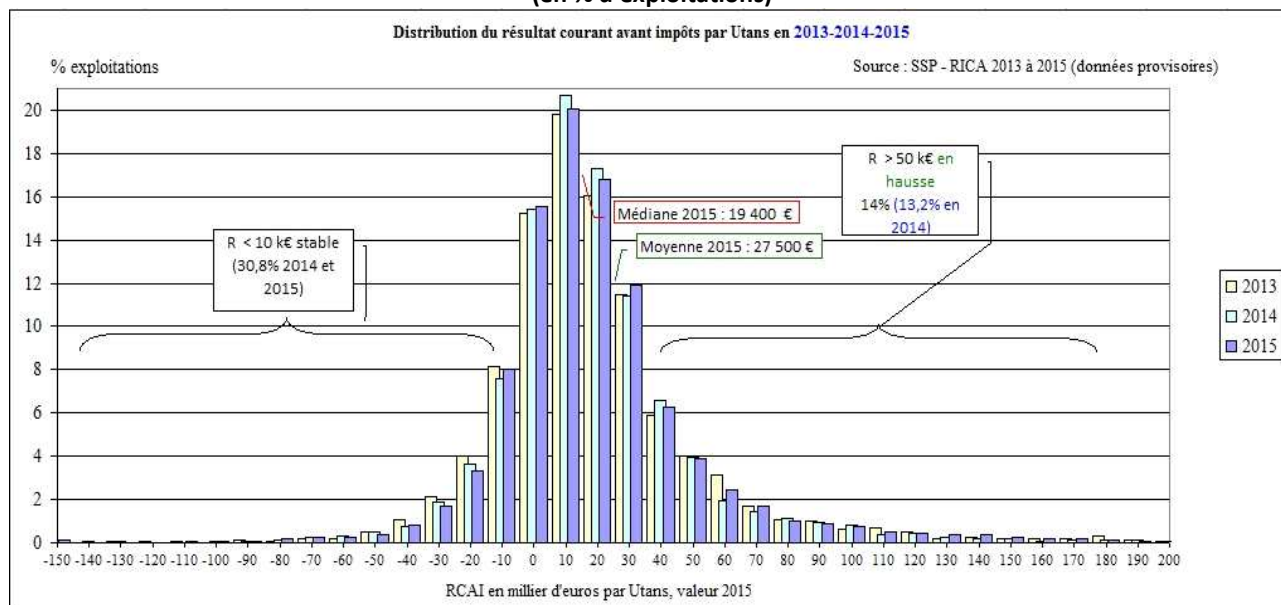
Source : SSP-RICA

En 2015, l'excédent brut d'exploitation s'établit à 73 700 € en moyenne par exploitation. 25 % des exploitations ont dégagé un EBE inférieur à 29 300 € et 25 % un EBE de plus de 93 800 €, soit un rapport de 1 à 3 comme en 2014. Le niveau médian se situe à 53 100 €.

La dispersion est plus importante pour le RCAI avec un rapport de 1 à 6 entre les 25 % d'exploitations ayant le RCAI le plus faible et les 25 % ayant le RCAI le plus élevé. Ce rapport ne diminue que légèrement si on rapporte le RCAI au nombre d'actifs non-salariés : il est de 1 à 5, avec 25 % d'exploitations ayant RCAI inférieur à 6 600 €/Utans en 2014, et 25 % avec un RCAI par Utans supérieur à 34 500 €.

En 2015, le RCAI par actif non salarié médian est resté stable (19 400 euros contre 19 200 euros en 2014) comme le premier quartile tandis que le troisième quartile a augmenté de 1 100 euros. En conséquence, la proportion d'exploitations générant un RCAI par Utans de moins de 10 000 euros demeure inchangée à 31 %, 15 % des exploitations ayant, comme en 2014, un RCAI par Utans négatif. En revanche, la part des exploitations obtenant plus de 50 000 euros de RCAI par Utans augmente légèrement : 14% en 2015 contre 13,2 % en 2014). De ce fait, l'intervalle interquartile (i.e. l'intervalle entre le quart d'exploitations ayant les plus bas niveaux et le quart d'exploitations ayant les plus hauts niveaux) augmente très légèrement (+ 3 %). Il en est de même pour l'EBE par Utans.

Figure 5 : Evolution de la distribution du résultat courant par actif non salarié entre 2013 et 2015 (en % d'exploitations)



Source : SSP-RICA

La dispersion de l'EBE et du RCAI a tendance à augmenter en période de hausse des prix et à se contracter en période de baisse des prix, comme le montre la corrélation entre l'évolution de l'intervalle interquartile de l'EBE/Utans, du RCAI/Utans et l'évolution de l'indice des prix des produits agricoles à la production (IPPAP) en grandes cultures. La dispersion des résultats (mesurée par l'intervalle interquartile) s'est ainsi beaucoup accrue entre 2005 et 2007 puis 2009 et 2012, en lien notamment avec les bonnes performances des orientations céréalières dans un contexte de forte hausse des prix. Elle s'est ensuite réduite nettement entre 2012 et 2014 avant de se rapprocher en 2015 d'un niveau proche de celui des années 2007-2008.

Figure 6 – Dispersion du RCAI/Utans, en € courant

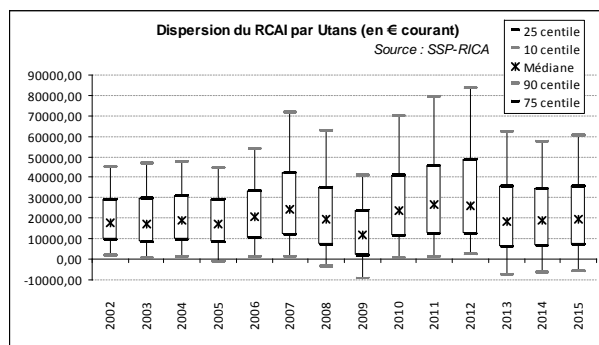
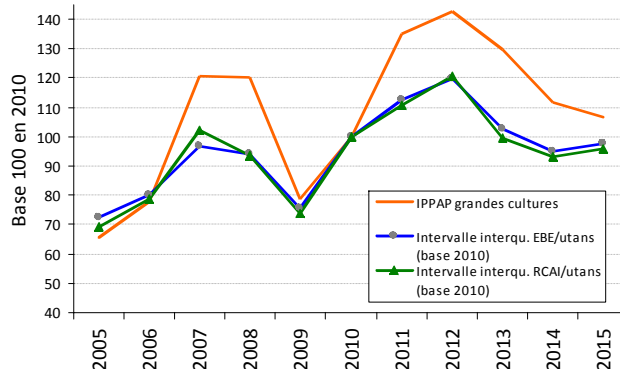


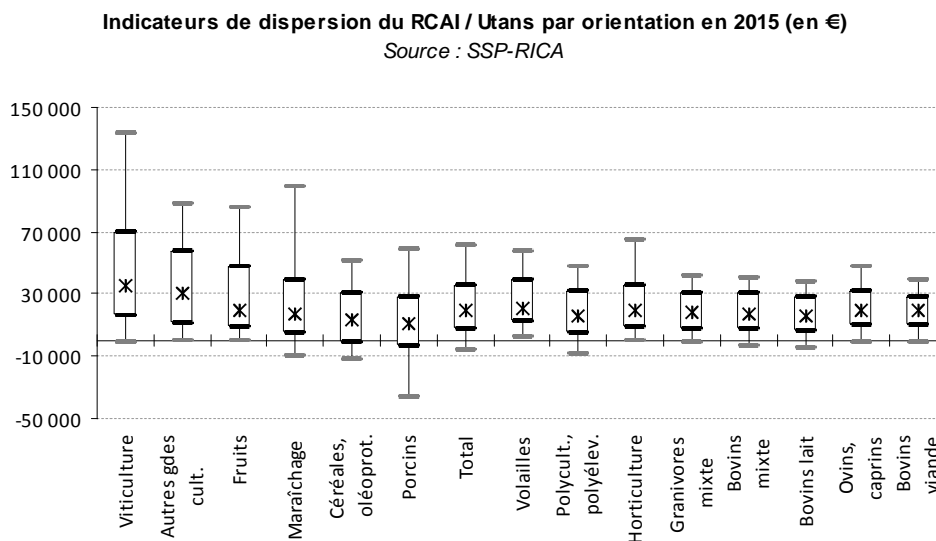
Figure 7 - Evolution de la dispersion de l'EBE par Utans, du RCAI par Utans et de l'IPPAP grandes cultures



Source : SSP-RICA

Les disparités de résultats, toutes orientations confondues, ne reflètent pas simplement les disparités de situations entre orientations productives liées au contexte conjoncturel propre à chacune des productions. Les disparités sont également fortes au sein même des orientations, en particulier pour la viticulture et les grandes cultures hors céréales, oléagineux et protéagineux.

Figure 8 - Indicateurs de dispersion de l'EBE par Utans par orientation en 2015, en €



Source : SSP-RICA

En 2015, 25 % des exploitations viticoles dégagent un EBE/Utans de moins de 24 800€, alors que 25 % en dégagent un de plus de 97 800 €, soit un rapport de 1 à 4. Un dixième des exploitations de cette orientation productive ont moins de 29 500 € d'EBE/Utans mais un dixième en ont plus de 165 800 €. Bien que se

réduisant en 2015, avec un rapport de 1 à 4 (contre 1 sur 5 l'année précédente), la dispersion est également importante pour le RCAI par Utans sur cette orientation. 25 % des exploitations ayant moins de 15 600 €/Utans (comme en 2014) et 25 % avec plus de 69 500 €/Utans.

Pour les exploitations spécialisées en grandes cultures non COP, l'intervalle interquartile est de 62 500 € pour l'EBE/Utans, soit un rapport de 1 à 3 entre les 25 % d'exploitations dont le niveau est le plus bas et les 25 % dont le niveau est le plus haut. Un dixième des exploitations de cette orientation productive ont moins de 15 800 € de EBE/Utans mais un dixième en ont plus de 145 200 €. La dispersion de RCAI/Utans se réduit également sur cette orientation mais reste élevée. Cet intervalle est de 46 300€ pour le RCAI/Utans (contre 44 200 € en 2014), soit un rapport de 1 à 5 (contre 1 à 6 l'année précédente).

Les dispersions de résultats les plus faibles sont relevées parmi les élevages d'herbivores : ainsi en orientation « Bovins viande », l'intervalle interquartile du RCAI/Utans n'est que de 19 150 euros, soit un rapport de 1 sur 3 comme en 2014. Cela est notamment dû à une moindre diversité de valorisation des produits chez les éleveurs qu'en productions végétales.

Tableau 3 - Indicateurs de dispersion de l'EBE par Utans par orientation en 2015, en €

	25 centile	10 centile	Médiane	90 centile	75 centile	Moyenne	Effectif	Intervalle interquartile	Q3/Q1
Viticulture	24 782	9 446	52 171	165 769	97 892	87 394	44268	73110	4
Autres gdes cult.	35 570	15 785	61 706	145 163	98 049	79 917	18009	62479	3
Porcins	22 667	8 597	45 286	127 300	83 001	58 755	5653	60334	4
Fruits	18 604	10 057	31 615	133 463	77 620	57 922	7011	59016	4
Volailles	28 492	15 489	47 278	106 737	75 493	62 106	12020	47001	3
Céréales, oléoprot.	19 227	7 403	37 088	97 421	62 948	47 634	53540	43721	3
Polycult., polyélev.	23 727	10 119	41 551	92 223	64 285	47 639	34588	40558	3
Total	23 938	11 988	41 052	100 817	64 168	54 539	296800	40230	3
Maraîchage	12973	4630	31541	140879	53135	49905	4147	40162	4
Horticulture	17 136	11 615	30 824	99 151	49 099	47 649	6017	31963	3
Bovins mixte	29 900	18 319	43 413	78 651	61 427	47 477	8327	31527	2
Bovins lait	27 841	17 620	39 577	72 120	56 893	43 315	45205	29052	2
Granivores mixte	28 626	16 737	43 842	76 622	54 726	46 250	5259	26100	2
Ovins, caprins	24 790	12 762	35 166	70 509	50 179	39 270	13493	25389	2
Bovins viande	26 282	13 400	36 910	64 198	49 970	39 293	32738	23687	2

*Classement des orientations productives par ordre croissant d'intervalle interquartile

Source : SSP-RICA

Tableau 4 - Indicateurs de dispersion du RCAI par Utans par orientation en 2015, en €

	25 centile	10 centile	Médiane	90 centile	75 centile	Moyenne	Effectif	Intervalle interquartile	Q3/Q1
Viticulture	15 600	-1 621	35 784	132 950	69 510	62 281	44 268	53 910	4
Autres qdes cult.	10 918	-60	30 649	87 380	57 182	42 860	18 009	46 264	5
Fruits	8 692	176	19 902	85 465	47 300	34 806	7 011	38 608	5
Maraîchage	4 494	-10 172	17 338	98 395	38 821	29 569	4 147	34 327	9
Céréales, oléoprot.	-1 285	-12 639	13 961	50 886	30 933	17 341	53 540	32 219	ns
Porcins	-3 185	-37 079	11 532	58 152	28 283	10 806	5 653	31 467	ns
Total	6 952	-5 900	19 411	60 568	35 507	27 456	296 800	28 555	5
Volailles	11 732	2 265	21 134	56 973	39 422	27 562	12 020	27 690	3
Polycult., polyélev.	4 406	-8 526	16 004	47 662	31 936	18 574	34 588	27 530	7
Horticulture	8 254	93	19 818	64 135	35 561	31 593	6 017	27 307	4
Granivores mixte	6 744	-635	18 834	41 745	30 090	20 340	5 259	23 346	4
Bovins mixte	7 735	-3 295	17 254	39 947	30 461	19 074	8 327	22 726	4
Bovins lait	5 668	-4 620	16 085	37 580	28 207	16 514	45 205	22 539	5
Ovins, caprins	9 769	-973	19 105	47 603	31 160	20 904	13 493	21 392	3
Bovins viande	9 364	-1 346	19 008	38 744	28 514	19 125	32 738	19 150	3

*Classement des orientations productives par ordre croissant d'intervalle interquartile

Source : SSP-RICA

3. Les subventions aux exploitations agricoles en 2015

2015 : 1ère année de mise en œuvre de la réforme de la PAC

2015 est la première année de mise en œuvre de la nouvelle PAC. Outre le verdissement et la réduction des écarts entre les niveaux d'aides par hectare (convergence des droits à paiement de base), l'objectif national de cette réforme était de rééquilibrer les aides agricoles en faveur de l'élevage et du développement rural (emploi, installation de nouveaux agriculteurs, soutien des territoires ruraux).

Le paiement unique à l'hectare (DPU), indépendant des quantités produites, qui existait entre 2006 et 2014, est remplacé par une aide découplée à quatre composantes : le paiement de base, appelé DPB (droit au paiement de base), le paiement vert, le paiement redistributif et le paiement additionnel aux jeunes agriculteurs. La valeur du DPB est liée aux paiements historiques touchés par l'exploitant en 2014. Le paiement vert est payé en complément des DPB, conditionnellement au respect de pratiques bénéfiques pour l'environnement, relatives au maintien de prairies permanentes, à la diversification des cultures et au maintien des surfaces d'intérêt écologique (SIE). Ces deux aides vont converger progressivement et dans les mêmes proportions vers la valeur moyenne nationale afin de réduire les disparités entre agriculteurs (70 % de la convergence devrait être atteints d'ici 2019). Le paiement redistributif permet quant à lui de soutenir les productions intensives en emploi, qui sont assurées par des exploitations de taille inférieure à la moyenne, en majorant le paiement de base pour les 52 premiers hectares de chaque exploitation.

La majorité des aides couplées animales ont été reconduites en 2015, et quelques nouvelles aides ont été mises en place pour certaines productions ciblées (fruits et légumes pour la transformation). En 2015, ces aides couplées représentent 15 % de l'enveloppe totale du premier pilier, contre 10 % les années précédentes. Les principales enveloppes sont allouées aux bovins allaitants (près de 650 M€), aux bovins laitiers (135 M€) et aux éleveurs d'ovins (121 M€). Parmi les aides couplées végétales, l'aide à la production de légumineuses fourragères pour les éleveurs est la plus conséquente, dotée de près de 95 M€.

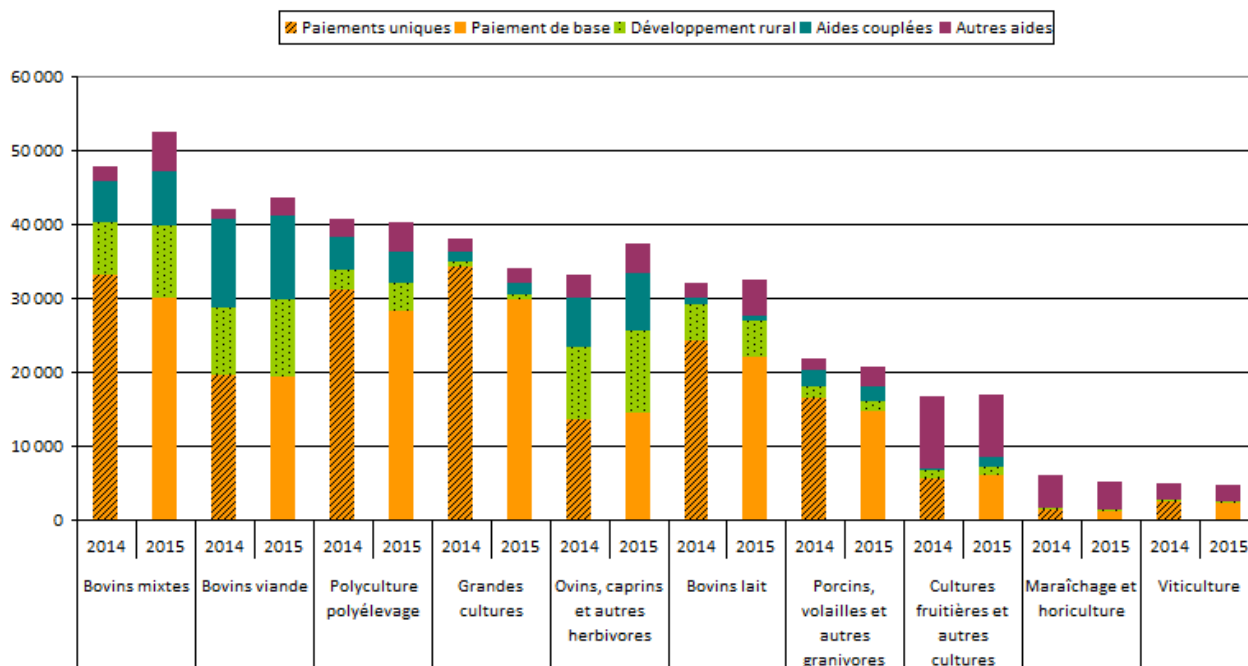
Concernant les aides du second pilier, la prime herbagère agro-environnementale (PHAE) a disparu, tandis que les paramètres de l'Indemnité compensatoire de handicap naturel (ICHN) ont été révisés. Après une revalorisation de 15 % en 2014, le montant unitaire est porté à 70 €/ha jusqu'à 75 ha. Le budget consacré à l'ICHN est ainsi passée de près de 600M€ à 928M€ en 2015, et atteindra plus de 1 000 M€ en 2017. En 2015, les mesures agro-environnementales (MAE) pré-existantes sont devenues des mesures agro-environnementales et climatiques (MAEC). Elles ont pour finalité de soutenir les exploitants qui s'engagent dans des pratiques qui combinent performances économique et environnementale. Des MAEC dites « systèmes » ont également été mises en place, pour soutenir des pratiques à l'échelle de l'exploitation et pas seulement au niveau des parcelles comme précédemment.

Hausse des subventions d'exploitation dans les orientations d'élevage en 2015

Dans le RICA, les subventions d'exploitation sont enregistrées au titre de la campagne en cours. Les nouvelles modalités de la PAC ainsi que la refonte du système de déclaration des surfaces, développée afin de limiter les risques de refus d'apurement, ont entraîné un retard du paiement. Dans ce contexte, seul le montant des aides du premier pilier effectivement dues pour chacune des exploitations du RICA au titre de la campagne 2015 a pu être intégré, les aides du 2^e pilier faisant à ce stade l'objet d'estimations.

En 2015, 91 % des exploitations agricoles bénéficient d'au moins une subvention. Les exploitations reçoivent en moyenne 29 900 € d'aides. Les éleveurs d'herbivores et les producteurs de grandes cultures touchent tous des subventions. Les éleveurs de bovins mixte touchent en moyenne 52 500 € d'aides, soit 23 % du produit de l'exercice y compris subventions, et les éleveurs de bovins viande et d'ovins-caprins plus de 43 000 € en moyenne. En 2015, les activités d'élevage voient une hausse du montant moyen total des subventions qui leur sont octroyées, en lien avec la hausse substantielle des montants d'ICHN.

Figure 9 - Nature des subventions d'exploitation accordées au cours des exercices 2014 et 2015, en euros 2015



Source : SSP RICA

A l'inverse, les horticulteurs, les viticulteurs et les maraîchers restent les moins subventionnés : la moitié d'entre eux environ se voient octroyer des subventions, et leurs montants moyens de subvention totale s'élèvent respectivement à 3 300 €, 4 600 € et 7 400 €. La contribution des aides au produit de leur exercice est très faible, comprise entre 1 % et 4 % (contre 17 % pour la moyenne de l'ensemble des productions).

Tableau 5 - Principales caractéristiques des subventions versées aux exploitations agricoles en euros 2015, par orientation productive

Orientation technique	Subvention totale moyenne par bénéficiaire en 2014	Subvention totale moyenne par bénéficiaire en 2015	Part des subventions dans le total produit de l'exercice + subventions	Paiements uniques : montant moyen par bénéficiaire	Développement rural : montant moyen par bénéficiaire	Aides couplées : montant moyen par bénéficiaire
Céréales et oléoprotéagineux	36 457	33 207	19%	30 970	845	1 840
Autres grandes cultures	42 917	36 465	13%	34 860	519	2 410
Maraîchage	8 950	7 430	4%	2 740	632	276
Horticulture	3 647	3 252	1%	1 596	9	343
Viticulture	4 831	4 619	2%	3 637	295	196
Fruits et autres cultures permanentes	16 661	16 893	8%	8 529	2 094	2 190
Bovins lait	31 906	32 472	16%	22 822	6 565	681
Bovins viande	41 961	43 628	37%	20 000	11 147	11 850
Bovins mixte	47 887	52 530	23%	30 434	11 314	7 663
Ovins et caprins	39 746	43 246	37%	17 976	13 459	10 402
Porcins	19 129	18 169	5%	15 303	1 533	1 723
Volailles	18 098	14 631	5%	14 063	1 340	2 181
Granivores mixtes	33 383	36 222	11%	25 218	3 884	6 412
Polyculture, polyélevage, autres	40 588	40 144	20%	29 873	4 892	5 416
Total	30 413	29 891	17%	23 401	4 812	4 416

Source : SSP RICA

Note de lecture : dans les deux premières colonnes, les bénéficiaires considérés sont les exploitations agricoles bénéficiant d'au moins une subvention, quelle que soit la nature de celle-ci. En moyenne en 2014, un viticulteur éligible à au moins une subvention touche 4 800 € d'aides. En revanche dans les trois dernières colonnes, les bénéficiaires sont précisément les bénéficiaires de la subvention dont le montant moyen est calculé. En moyenne en 2015, un éleveur de bovins viande éligible aux aides de développement rural, touche à ce titre 11 100 €.

Les subventions d'exploitation permettent à bon nombre d'exploitants d'avoir un résultat positif

Avec la comptabilisation des subventions d'exploitation, 15 % des exploitations agricoles ont un RCAI négatif en 2015. Cette proportion aurait été de 54 % avant prise en compte des subventions. Le niveau moyen de RCAI s'élève à 36 600 € quand les subventions sont comptabilisées, alors qu'il s'élèverait à 7 300 € sans prise en compte de celles-ci. Dans l'ensemble, les éleveurs sont les exploitants dont le RCAI est le plus impacté par le versement des aides, notamment les éleveurs de bovins-viande : 85 % d'entre eux ont un RCAI hors subventions négatif, tandis qu'ils ne sont plus que 10 % après comptabilisation des aides.

Tableau 6 - Effectifs d'exploitations ayant un RCAI négatif, avant et après subventions d'exploitation, et montants moyens des RCAI par orientation productive en 2015

	Proportion d'exploitations ayant un RCAI négatif				RCAI	RCAI avant subventions
	avant subventions		après subventions			
	%	évolution 2015/2014 (pt %)	%	évolution 2015/2014 (pt %)		
Céréales et oléoprotéagineux	69%	-4	26%	-1	20 385	-12 806
Autres grandes cultures	39%	-8	10%	-7	56 497	20 231
Maraîchage	25%	3	15%	-2	48 130	41 249
Horticulture	9%	-5	8%	-4	46 384	43 461
Viticulture	12%	-1	11%	-1	67 236	63 035
Fruits et autres cultures permanentes	27%	-9	10%	-11	46 400	29 748
Bovins lait	57%	19	16%	10	29 115	-3 357
Bovins viande	85%	0	10%	0	24 486	-18 834
Bovins mixte	76%	15	13%	3	36 073	-16 457
Ovins et caprins	74%	-1	11%	2	30 500	-12 618
Porcins	49%	-6	24%	-6	21 825	771
Volailles	22%	-14	7%	-7	39 382	25 447
Granivores mixte	50%	9	11%	1	44 517	8 296
Polyculture, polyélevage, autres	64%	0	19%	-1	31 281	-8 700
Total	53%	1	15%	0	36 598	7 273

Source : SSP RICA

De même, 60 % des éleveurs de bovins lait ont un résultat hors subvention négatif contre 16 % avec prise en compte des subventions ; ils n'étaient que 6 % dans ce cas là en 2014. L'importance relative des aides touchées par les éleveurs de bovins lait ne compense pas la baisse des résultats causée par le fort recul du prix du lait observé en 2015.

Tableau 7 - Effectifs d'exploitations ayant un EBE négatif, avant et après subventions, et montants moyens des EBE par orientation productive en 2015

	Proportion d'exploitations ayant un EBE négatif				EBE	EBE avant subventions
	avant subventions		après subventions			
	%	évolution 2015/2014 (pt %)	%	évolution 2015/2014 (pt %)		
Céréales et oléoprotéagineux	28%	-5	5%	1	55 028	21 836
Autres grandes cultures	10%	-4	1%	0	104 980	68 713
Maraîchage	8%	-5	7%	-2	77 085	70 205
Horticulture	5%	-3	5%	-3	68 459	65 536
Viticulture	7%	1	6%	1	96 261	92 060
Fruits et autres cultures permanentes	8%	-8	4%	-4	77 776	61 124
Bovins lait	11%	7	2%	1	72 146	39 674
Bovins viande	38%	1	3%	2	49 571	6 252
Bovins mixte	19%	6	1%	0	86 765	34 235
Ovins et caprins	44%	5	3%	2	56 451	13 333
Porcins	11%	2	5%	0	81 773	60 719
Volailles	3%	0	2%	1	89 904	75 969
Granivores mixte	7%	2	0%	0	97 902	61 680
Polyculture, polyélevage, autres	26%	-1	4%	0	77 582	37 600
Total	19%	0	4%	1	73 710	44 386

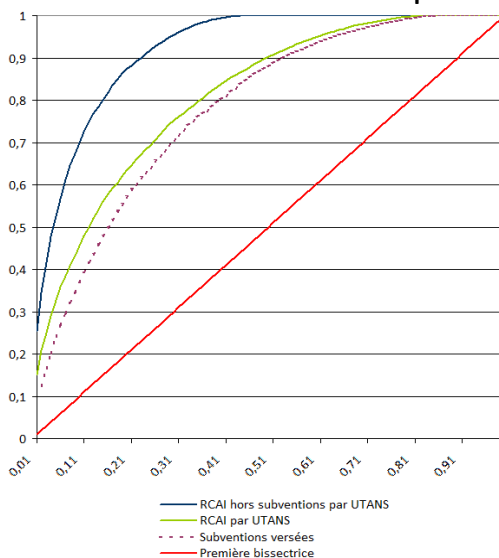
Source : SSP RICA

Hors comptabilisation des subventions, 19 % des exploitations agricoles ont un EBE négatif, tandis qu'elles ne sont plus que 4 % après prise en compte de celles-ci.

Les subventions d'exploitation limitent les disparités de résultats des différentes productions

Les subventions sont réparties de façon plus équilibrée entre les exploitations agricoles que le RCAI par UTANS en l'absence de subventions. Elles ont ainsi pour effet de réduire globalement les disparités de résultat (la courbe de Lorenz se rapproche de la première bissectrice).

Figure 10 - Courbe de Lorenz – Mesure de concentration des RCAI par UTANS, avant et après subventions en 2015

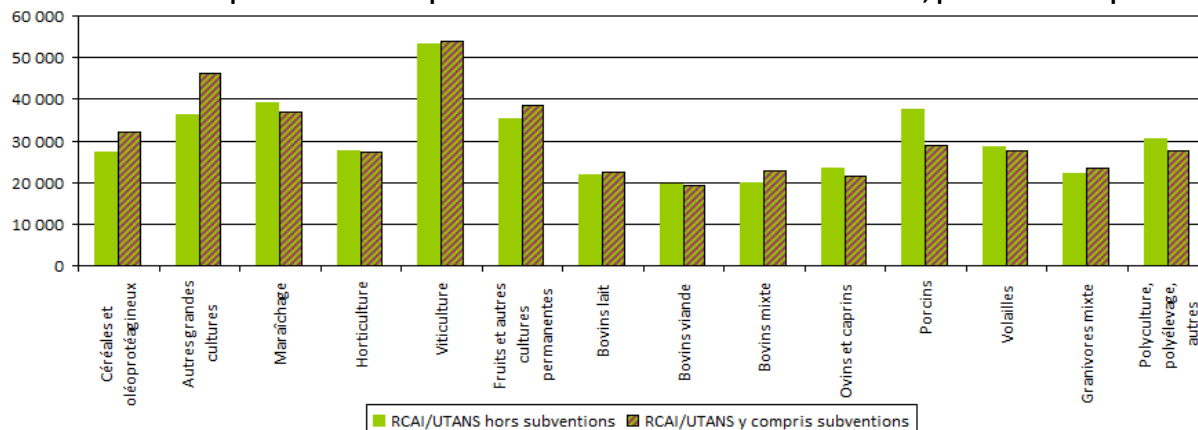


Source : SSP RICA

Note de lecture : la courbe de Lorenz est utile pour observer la concentration d'une population selon une caractéristique continue, comme le RCAI. Plus la courbe est proche de la première bissectrice, plus la répartition de cette caractéristique est égalitaire. En 2015, 20 % des exploitations agricoles se partagent 55 % du total des subventions octroyées.

La réduction de la dispersion, consécutive à l'attribution des subventions, s'explique essentiellement par la concentration des aides vers les orientations productives à plus faible revenu en moyenne. Au sein d'une même orientation productive en revanche, l'attribution de subventions ne contribue pas toujours à atténuer les disparités de résultats, mais peut même les disperser davantage : c'est ce que met en évidence la comparaison des écarts interquartiles mesurés pour le RCAI par UTANS avant et après prise en compte des subventions d'exploitations. Si elles contribuent à réduire les disparités de résultats, mesurées par l'écart interquartile, pour les éleveurs de volailles, de porcins et d'ovins-caprins, les maraîchers ainsi que les exploitations de polyculture polyélevage, elles contribuent à augmenter la disparité des résultats pour les exploitations en grandes cultures et les producteurs de fruits et de cultures permanentes.

Figure 11 - Écarts interquartiles des RCAI par UTANS hors et avec subventions en 2015, par orientation productive



Source : SSP RICA

4. La situation financière des exploitations agricoles

Le bilan 2015 à la clôture de l'exercice

En 2015, l'actif total moyen d'une exploitation agricole est de 460 600 €, en hausse de 2,2%. Il est composé à 59 % d'immobilisations, et à 41 % d'actifs circulants. Parmi ces derniers, les stocks représentent 110 800 € en 2015. Ceux-ci comprennent notamment les animaux non reproducteurs, ainsi que les vins en cours de vieillissement. Les immobilisations, quant à elles, sont principalement constituées par le matériel, et par les bâtiments et installations ; ces postes représentent respectivement 29 % et 26 % de l'actif immobilisé. Ce dernier atteint 270 800 € en 2015. Les immobilisations en matériel sont les seules à régresser en 2015.

Les actifs sont financés à hauteur de 57 % par des capitaux propres, et 43 % par des dettes.

Figure 12 – Bilan à la clôture de l'exercice 2015, pour l'ensemble des exploitations

Bilan à la clôture de l'exercice 2015 - Toutes orientations confondues								
Détail de l'actif	Valeur en k€	Clôture - Ouverture						
Actif immobilisé 59%	270,8	1,1	+0,4%	Immobilisations Capitaux permanents	Capitaux propres 57%	262,1	3,1	+1,2%
Terrain	44,3	1,9	+4,4%		Capital individuel initial	183,1	0,0	+0,0%
Amenagts, construct. et install. spécialisées	70,1	0,1	+0,1%		Variation du capital initial	70,1	3,1	+4,6%
Matériel	78,4	-2,0	-2,4%		Subventions d'investissement	8,9	0,1	+0,7%
Plantations	8,2	0,3	+4,1%		Dettes 43%	198,2	6,6	+3,4%
Animaux reproducteurs	46,8	0,7	+1,6%		Dettes à long ou moyen terme	125,7	1,6	+1,3%
Autres immobilisations	10,1	0,0	+0,2%		Emprunts à court terme	7,2	0,5	+7,3%
Actifs circulants 41%	186,8	7,5	+4,2%		Autres dettes financ. à - 1 an	13,4	2,7	+25,3%
Stocks	110,8	2,9	+2,7%		Dettes auprès de tiers	51,2	1,9	+3,8%
Valeurs réalisables	46,4	4,2	+10,0%		Régularisation passif	0,2	0,0	+3,7%
Valeurs disponibles	30,6	1,4	+4,7%	Total passif	460,6	9,7	+2,2%	
Régularisation actif	1,9	0,2	+10,0%					
Total actif	460,6	9,7	+2,2%					
	BFR = 114,3					FR = 117,1	T = 2,8	

Depuis 40 ans on observe un développement régulier des formes sociétaires, au détriment des exploitations individuelles. En 2002, les exploitations individuelles étaient la forme juridique majoritaire, représentant 70 % des exploitations agricoles « moyennes et grandes ». En 2015, ce statut ne concerne plus que la moitié des exploitations « moyennes et grandes » (49%), l'autre moitié étant constituée des formes sociétaires (51%).

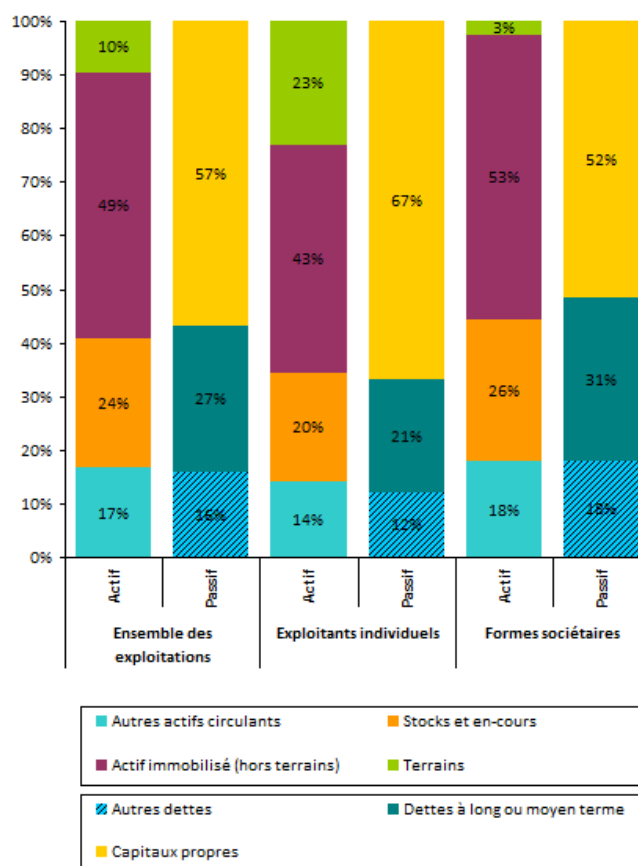
Figure 13- Evolution des formes juridiques des exploitations agricoles entre 2002 et 2015



Source : SSP RICA

En moyenne et toutes formes juridiques confondues, les terres représentent 10 % du total de l'actif des exploitations agricoles moyennes et grandes en 2015, soit 16 % des immobilisations totales contre 36 % en 1990. Cette part est toutefois très contrastée selon la forme juridique. Dans les sociétés, les terres sont en effet le plus souvent sorties de l'actif de l'exploitation pour être affectées au patrimoine personnel de l'agriculteur qui peut les louer à l'exploitation. Ainsi, les terrains constituent seulement 3 % de l'actif des exploitations en formes sociétaires contre 23 % de l'actif des exploitations individuelles. Mécaniquement, le passif s'en trouve également différencié selon la forme juridique : la présence d'importantes immobilisations pour terrain correspondent à des capitaux propres plus élevés chez les exploitants individuels (67%) que pour les formes sociétaires (52%). Les dettes de moyen et long terme sont différemment réparties dans la structure du passif des exploitations : elles représentent 31 % du passif des formes sociétaires, contre seulement 21 % du passif des exploitations individuelles.

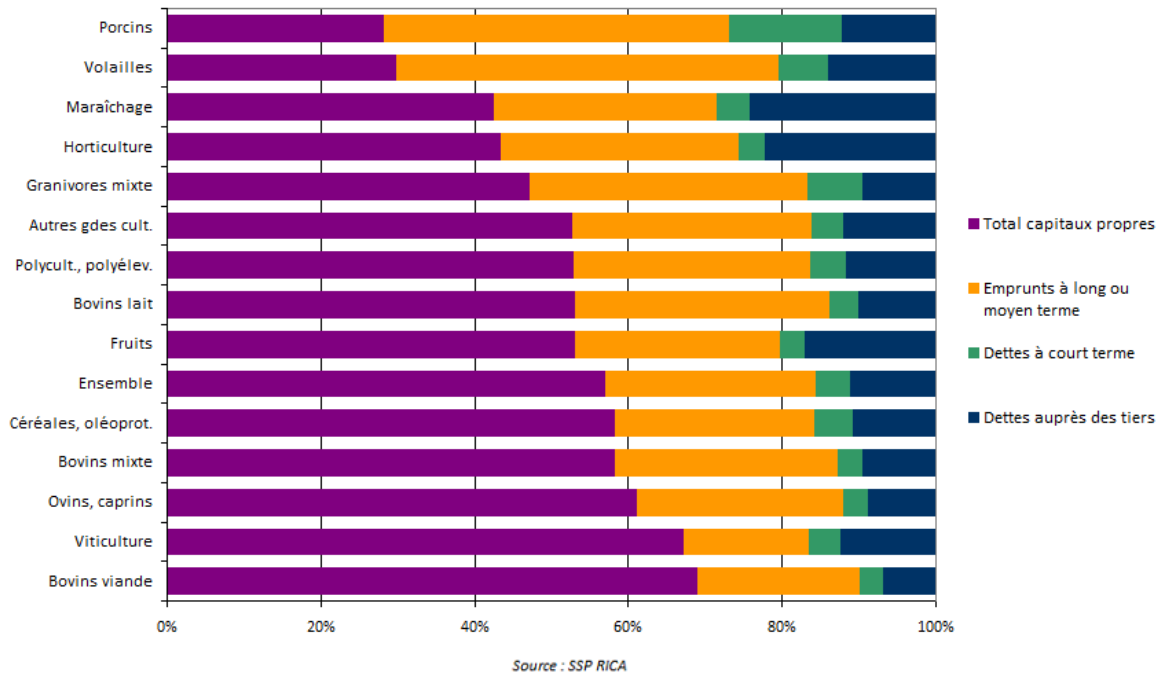
Figure 14 - Détail du bilan des exploitations agricoles selon leur forme juridique en 2015



Source : SSP RICA

La structure du passif d'une exploitation agricole varie selon les orientations productives. Tandis que les éleveurs de porcins disposent de relativement peu de capitaux propres, ils font principalement appel à des dettes de moyen et long terme pour financer leurs nombreuses immobilisations. Les viticulteurs à l'inverse, financent majoritairement leur actif, constitué en grande partie de foncier et de stock qui comprend les vins en cours de vieillissement, par leurs capitaux propres.

Figure 15 – Structure du passif des exploitations agricoles par orientation productive



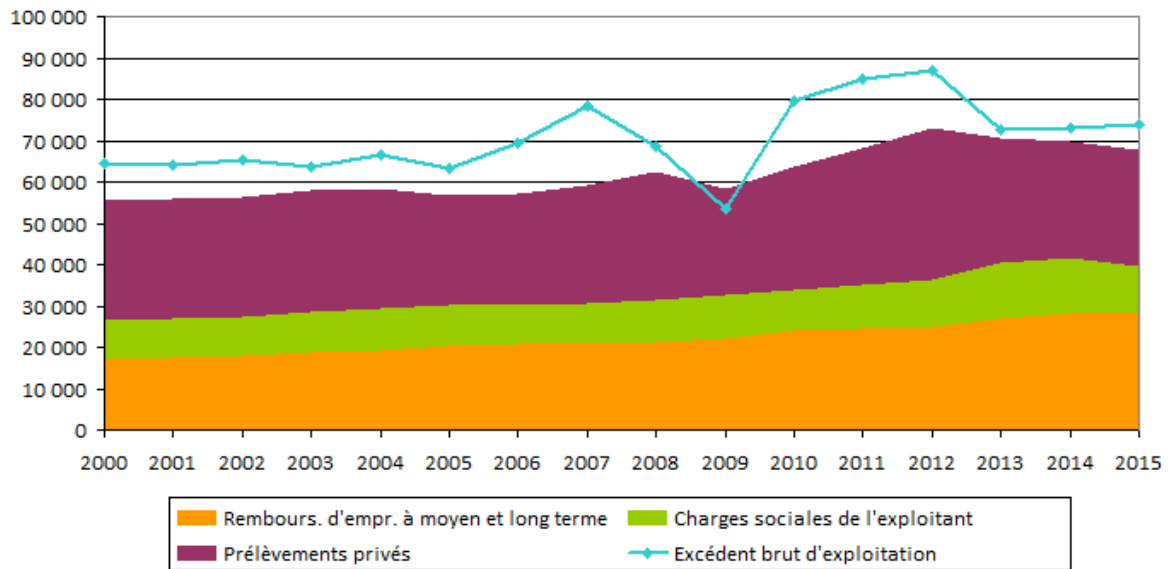
Les principaux flux financiers se stabilisent en 2015

Les remboursements d'emprunts à moyen et long terme se stabilisent en 2015, après avoir tendanciellement augmenté depuis le début des années 2000.

A 11 420 € en moyenne par exploitation, les charges sociales de l'exploitant sont en baisse en 2015 (-15 %). Cette baisse concerne toutes les orientations productives, excepté les viticulteurs pour qui les charges sociales se maintiennent à un niveau très proche de celui de 2014. Les baisses sont particulièrement marquées pour les exploitations spécialisées en céréales et oléoprotéagineux ainsi qu'en cultures générales (respectivement - 25 % et - 21 %). Elles sont également en fort recul pour l'élevage de granivores, les élevages de porcins en tête (- 29 % de charges sociales). Les cotisations étant calculées sur les trois années précédentes, leur baisse en 2015 s'explique par le fait qu'elles prennent en compte les résultats de 2012-2014, plus modestes dans l'ensemble que ceux de 2011-2013.

Les remboursements d'emprunts à moyen et long terme évoluent peu par rapport à 2014, dans un contexte de quasi-stabilité des résultats depuis 2013. Dans ce contexte, et malgré un fort recul des charges sociales, les exploitants ont stabilisé leurs prélèvements privés, après les avoir réduits en 2013.

Figure 16- Evolution des principaux flux financiers depuis 2000, en euros 2015



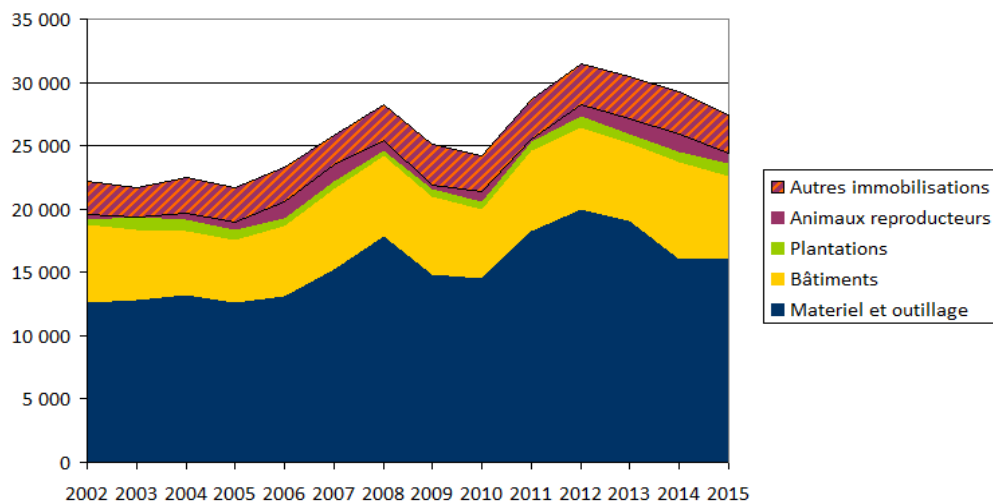
Source : SSP RICA

Des investissements en baisse depuis 2013

Le recul des investissements (acquisitions diminuées des cessions), observé depuis 2013, se poursuit en 2015 (- 6 %). En 2015, les investissements restent toutefois à un niveau élevé (27 400 € en moyenne) par rapport aux niveaux observés dans les années 2000 (à 23 000 € en moyenne).

La repli global des investissements par rapport à 2014 ne touche pas tous les postes. Tandis que les investissements en matériel et outillage, qui représentent le premier poste d'investissement (59 % en moyenne), augmentent légèrement, les investissements en bâtiments, qui constituent le second poste d'investissement (24 %) diminuent de 15 %. Les investissements en animaux reproducteurs, qui représentent 3 % des investissements, diminuent de moitié en 2015. En 2015, la baisse des investissements concerne principalement le maraîchage, la production de fruits et autres cultures permanentes, la polyculture et le polyélevage, ainsi que les éleveurs de bovins lait.

Figure 17 - Evolution des postes d'investissement depuis 2002, en euros 2015



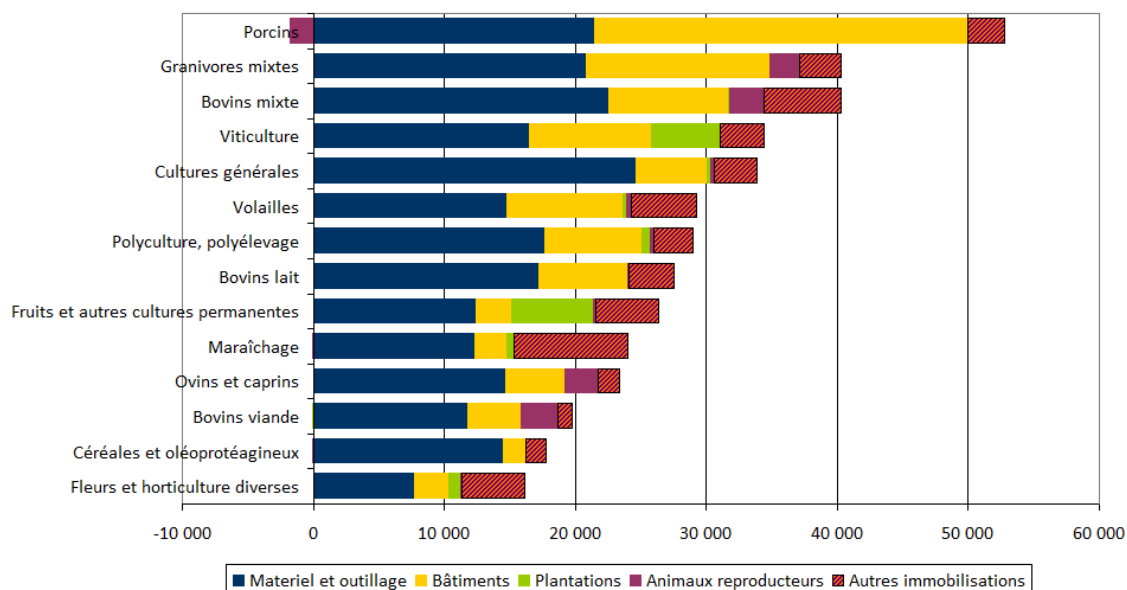
Source : SSP RICA

La répartition des investissements selon leur finalité dépend beaucoup de l'orientation technique des exploitations agricoles. Structurellement, l'activité porcine a le niveau d'investissement moyen le plus élevé

à 51 100 € en 2015. Ce montant reste toutefois inférieur au niveau de 2012, année au cours de laquelle la réglementation avait imposé une mise aux normes des bâtiments à l'horizon de décembre 2013, ce qui avait expliqué la hausse spectaculaire de l'investissement chez les éleveurs de porcs. En 2015, ce sont toujours les investissements en bâtiment qui constituent la plus importante part de leur investissement total (56 %).

Les grandes cultures (céréales et oléoprotéagineux et autres grandes cultures) ont surtout des investissements en matériel et outillage (82 % de leur investissement moyen en 2015). En viticulture et en production de fruits et autres cultures permanentes, les investissements en plantations sont importants, ils représentent respectivement 15 % et 23 % de leur investissement en 2015.

Figure 18 - Niveaux d'investissement en euros par postes en 2015, par orientation productive



Source : SSP RICA

Le taux d'endettement à son plus haut, le poids de la dette se stabilise

Le taux d'endettement, calculé comme l'ensemble des dettes rapporté au total de l'actif, poursuit sa hausse entamée en 2013 et atteint ainsi 43 % en 2015, dépassant le précédent maximum atteint en 2009 (42 %). Le poids de la dette, ratio de l'ensemble des remboursements sur l'excédent brut d'exploitation est, quant à lui, en légère baisse à 45%.

Figure 19 – Taux et poids d'endettement globaux des exploitations agricoles depuis 2000

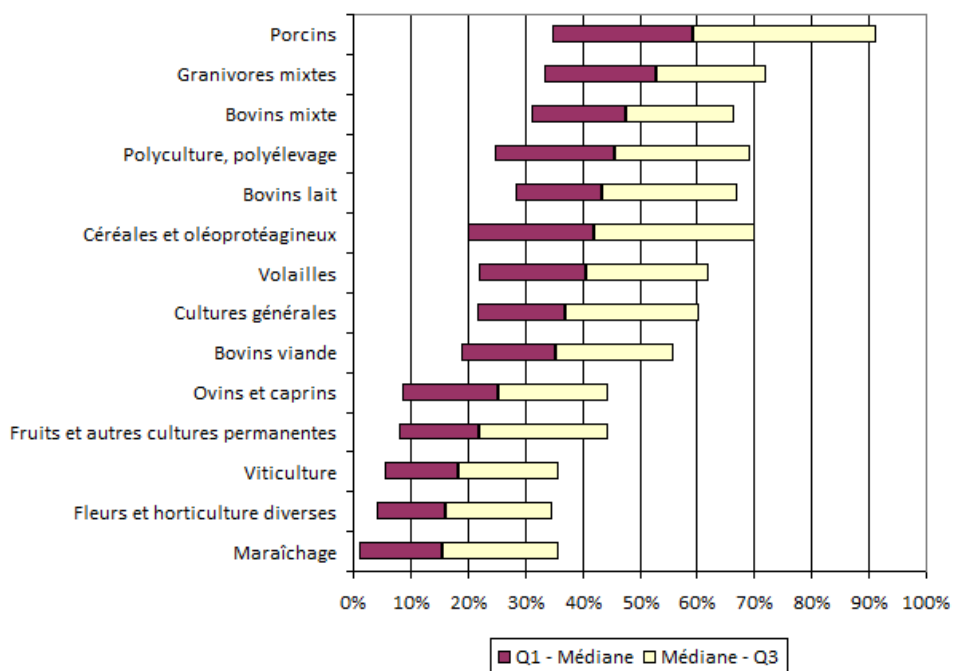


Source : SSP RICA

Ce recul du poids de la dette s’observe dans toutes les orientations productives, à l’exception des éleveurs de bovins lait. Ces derniers voient leur poids de la dette augmenter de 12 % : la somme de leurs remboursements diminue en 2015, mais pas suffisamment au regard de la forte baisse de leur EBE moyen (- 16 %). Les viticulteurs enregistrent un fort recul du poids de leur dette (- 28 %), suivis par les producteurs de cultures générales et les maraîchers (tous deux à - 13 %). Pour ces trois activités, cette baisse du poids de l’endettement s’explique principalement par la hausse de leur EBE.

Le montant de la dette totale s’élève à 198 200 € en moyenne par exploitation « moyenne et grande » en 2015, en hausse de 2 %. Cette augmentation est principalement expliquée par la hausse de l’endettement moyen des élevages porcins (+ 4 %), dont la dette moyenne atteint 465 800 €, soit le niveau le plus élevé de toutes les orientations productives. Au sein des élevages porcins, le poids de la dette est toutefois très dispersé, un quart des exploitations ayant des remboursements supérieurs à 90 % de leur EBE alors que pour un autre quart, les remboursements ne dépassent pas 35 % de l’EBE. Les éleveurs de volailles ont également un montant moyen de dette élevé (303 000 € en 2015), même si celle-ci recule de 4 % en 2015. Les éleveurs de bovins viande voient également le montant moyen de leur endettement s’accroître en 2015 (+ 8 %, soit 126 500 €). Ce sont les éleveurs d’ovins-caprins qui ont le niveau moyen de dette le plus faible en 2015, à 115 500 €, en hausse de 2 %.

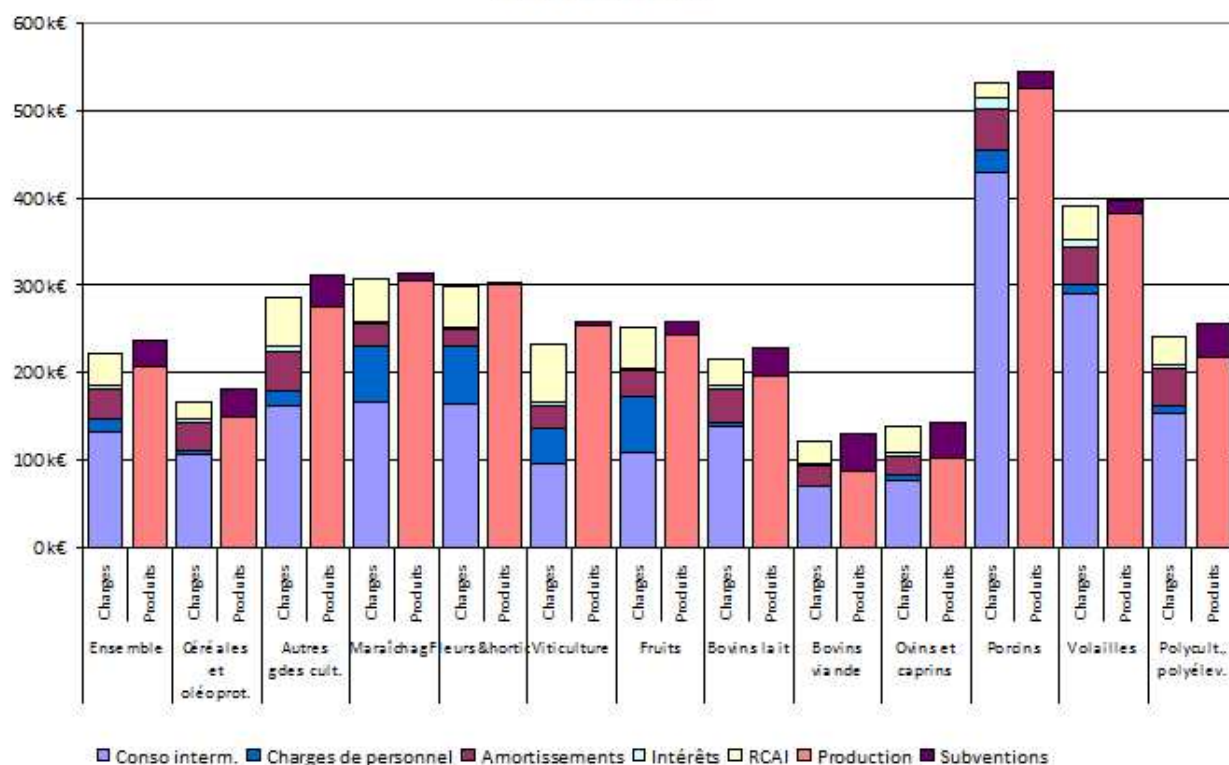
Figure 20– Indicateur de dispersion du poids de l’endettement en 2015, par orientation productive



Source : SSP RICA

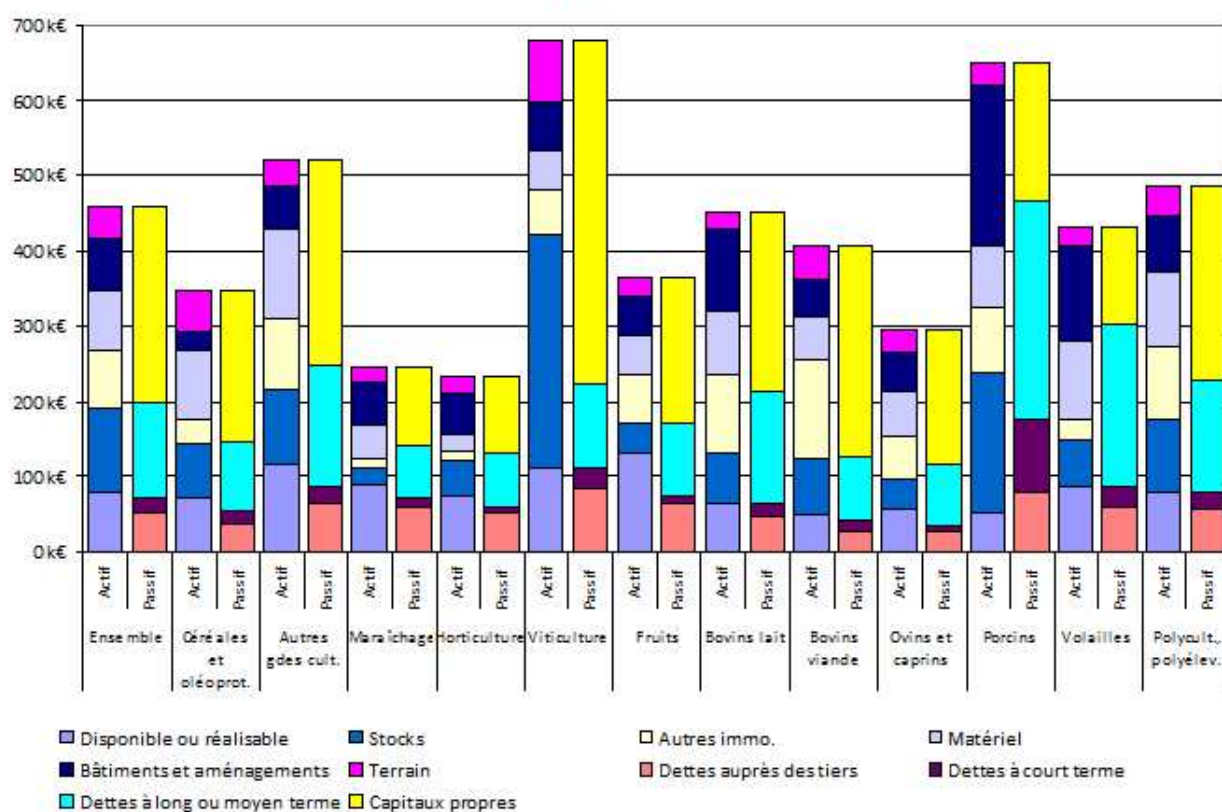
Annexes

Compte de résultat 2015



Source: SSP, RICA 2016 - Résultats 2015 provisoires

Bilan 2015



Source: SSP, RICA 2016 - Résultats 2015 provisoires

Evolution de l'excédent brut d'exploitation par actif non salarié, en € 2015

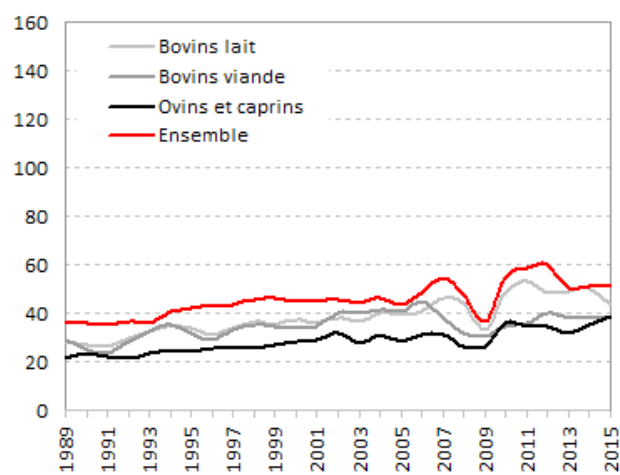
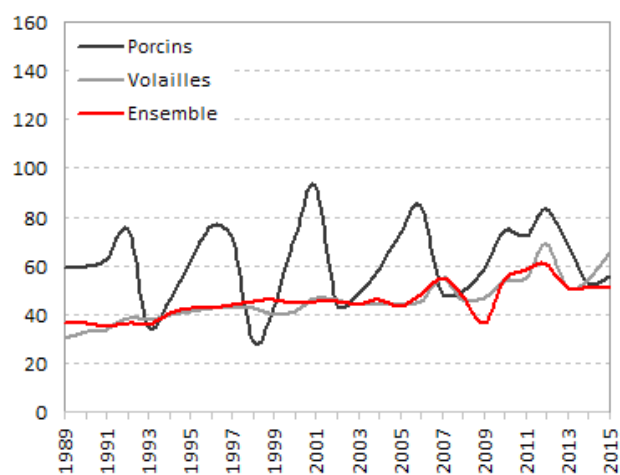
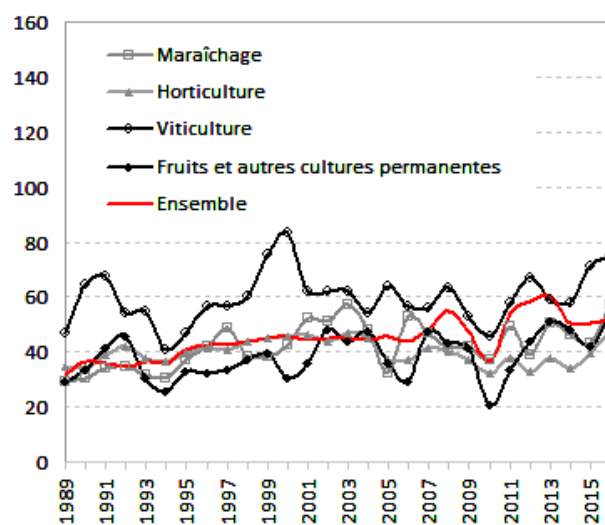
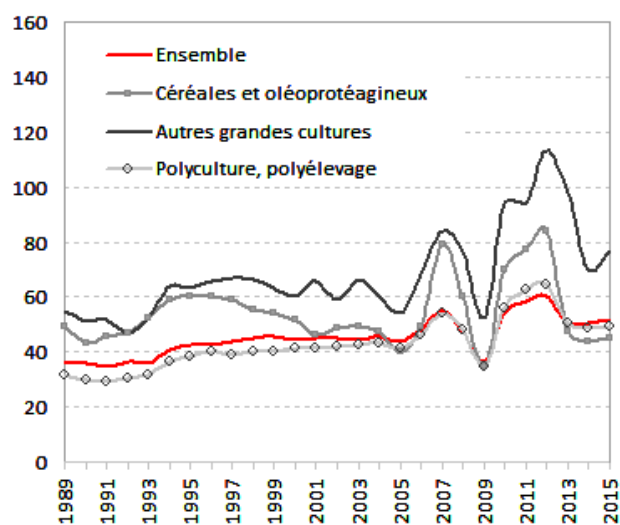


Tableau 1

Caractéristiques générales et résultats des exploitations en 2015

Valeurs moyennes par exploitation et pourcentages d'évolution par rapport à 2014 en valeur réelle

	Ensemble		Céréales et oléoprotéagineux		Cultures générales		Maraîchage		Fleurs et horticulture diverses		Viticulture		Fruits et autres cultures permanentes	
	2015	% évo.	2015	% évo.	2015	% évo.	2015	% évo.	2015	% évo.	2015	% évo.	2015	% évo.
Echantillon	6 754		995		505		186		192		1 007		302	
Population	296 800		53 540		18 009		4 236		6 017		44 268		7 011	
Caractéristiques physiques														
Surface agricole utilisée (en ha)	90,0	+1,2	125,2	+0,1	120,3	-1,9	11,3	-9,0	7,9	-5,3	24,7	-1,1	32,2	+0,3
dont : SAU en fermage	74,2	+0,9	107,5	+0,5	111,1	-2,1	8,2	+2,8	6,2	+5,5	17,7	+1,7	22,0	-1,5
Effectifs animaux (en UGB)	87,7	+1,2	7,1	-1,8	11,1	+5,4	0,1	-94,2	1,1	+15,1	0,4	-28,8	2,3	+3,6
Nombre d'UTA	2,1	-0,5	1,4	+0,0	2,2	-3,1	4,4	-2,0	4,0	-7,8	2,9	+0,3	4,8	+1,1
dont : UTA non salariées	1,4	+0,0	1,2	+0,0	1,4	+2,9	1,4	-6,2	1,4	-3,4	1,3	-0,8	1,5	-2,0
Financement et éléments du bilan (millier d'euros)														
Capacité d'autofinancement	70,4	+1,7	52,8	+2,2	101,3	+7,8	95,3	+50,9	67,0	+20,0	93,3	+4,5	76,0	+29,3
- Prélèvements privés	39,7	-4,2	32,5	-11,4	65,3	-9,3	48,3	+28,1	45,9	+12,8	53,7	+13,7	39,1	-2,5
= Autofinancement	30,6	+10,4	20,3	+35,5	36,0	+64,1	47,0	+84,5	21,1	+39,6	39,7	-5,8	36,9	+97,4
Actif immobilisé	270,8	+0,8	203,8	-2,1	306,6	-3,3	133,5	-18,2	111,7	-2,3	257,2	+6,3	194,5	+10,6
Actif circulant	186,8	+4,9	142,7	+0,7	213,9	+1,0	110,0	+4,3	120,0	+3,6	419,5	+7,9	166,9	+12,0
Stocks	110,8	+5,3	71,7	+3,4	99,8	+11,6	22,7	-14,8	47,1	+7,6	310,0	+9,3	40,1	+4,2
Capitaux propres	262,1	+1,0	202,2	-5,0	274,6	-4,8	104,3	+9,2	100,9	+6,0	456,4	+6,4	193,8	+15,8
Endettement total	198,2	+4,9	145,7	+5,3	247,6	+2,0	141,3	-19,5	131,8	-3,3	222,7	+9,4	171,5	+7,7
Soldes intermédiaires de gestion (milliers d'euros)														
Ventes et autoconsommation	203,2	+0,2	145,6	+0,8	255,2	-1,5	300,6	+3,8	292,2	+3,3	230,1	+2,0	229,8	+6,9
- Achats d'animaux	7,9	-3,4	3,0	+74,6	1,7	+25,4	0,0	-34,8	0,0	+161,0	0,0	+50,5	0,2	-10,5
= Ventes et autoconsommation nette des achats d'animaux	195,3	+0,4	142,6	-0,1	253,5	-1,6	300,6	+3,8	292,2	+3,3	230,1	+2,0	229,5	+6,9
+ Production stockée	3,5	+48,6	0,6	-118,1	9,9	-360,5	-0,5	-190,8	-0,9	-36,8	13,5	+32,1	2,6	-850,0
+ Production immobilisée	3,0	-34,8	0,5	-74,5	2,0	-50,8	1,9	-76,1	2,5	-3,2	5,6	-11,4	5,1	-43,6
+ Produits divers	5,1	-2,1	5,1	+2,6	9,4	+5,0	3,2	-35,0	6,2	+1,0	4,3	+4,1	4,9	-7,9
= Production de l'exercice	206,9	+0,1	148,7	+1,6	274,7	+3,0	305,2	+0,8	299,9	+3,4	253,5	+3,0	242,2	+5,8
+ Rabais, remises, ristournes obtenus	0,5	-2,7	1,0	-0,7	1,0	+0,3	1,2	-54,0	0,2	-44,7	0,2	-17,9	0,2	+16,6
- Charges d'approvisionnement	77,7	-1,2	67,0	-3,0	97,5	-6,1	89,4	+2,0	108,6	+1,8	36,3	-0,8	39,2	-0,7
- Autres achats et charges externes (n. c. fermages)	55,0	-1,2	40,5	-2,8	65,2	-1,4	76,3	-13,2	55,9	-4,1	60,4	+2,0	69,8	-1,3
= Valeur ajoutée	74,6	+2,5	42,3	+15,3	113,0	+15,7	140,7	+8,4	135,6	+8,1	157,0	+4,3	133,4	+12,2
+ Remboursement forfaitaire TVA	0,0	+26,2	0,0	+10,0	0,0	+0,0	0,0	+0,0	0,0	+0,0	0,0	+0,0	0,0	+0,0
+ Subventions d'exploitation	29,3	-0,9	33,2	-8,4	36,3	-14,9	6,9	-18,0	2,9	-4,5	4,2	-5,3	16,7	+8,0
+ Indemnités d'assurance	1,8	-14,7	2,1	-20,8	2,3	-42,6	0,8	-44,2	1,4	-68,6	1,6	-26,8	3,2	+93,9
- Fermages	14,7	+2,1	16,1	+1,9	24,8	-2,3	5,3	-8,0	5,2	+14,4	23,6	+4,9	9,2	+0,5
- Impôts et taxes	2,3	+1,6	2,4	-1,6	3,8	+1,9	1,4	-11,3	1,7	+2,2	3,5	+4,3	1,9	-13,4
- Charges de personnel	15,0	-0,7	4,0	-0,4	18,1	-14,7	64,5	-1,8	64,6	-7,2	39,5	+1,8	64,3	+0,9
= Excédent brut d'exploitation (EBE)	73,7	+1,3	55,0	+3,3	105,0	+11,6	77,1	+15,9	68,5	+19,9	96,3	+3,9	77,8	+28,0
+ Transferts de charge	0,3	-17,4	0,4	-21,9	0,5	-66,7	0,2	-42,7	0,6	-1,4	0,4	-17,0	0,5	+91,9
- Dotations aux amortissements	33,3	+2,1	32,3	+0,8	44,9	-2,5	26,7	-5,4	20,1	-5,5	25,6	+6,5	28,9	+7,1
= Résultat d'exploitation	40,8	+0,6	23,0	+6,5	60,6	+22,1	50,6	+30,9	49,0	+34,3	71,0	+2,9	49,4	+45,0
+ Produits financiers	0,8	-3,9	1,0	-4,6	1,8	-40,3	0,6	+2,1	0,3	-61,8	0,5	+14,9	0,6	-13,2
- Charges financières	4,9	-4,5	3,7	-4,8	5,9	-5,4	3,1	-26,9	2,9	-6,3	4,3	-4,6	3,6	+5,6
= Résultat courant avant impôts (RCAI)	36,6	+1,2	20,4	+8,2	56,5	+21,8	48,1	+37,4	46,4	+35,5	67,2	+3,5	46,4	+48,0
+ Plus ou moins value sur cession d'actifs immobilisés	4,4	-0,2	7,3	-6,8	8,8	+57,3	0,9	-58,4	0,4	+12,6	2,7	+18,7	3,1	+27,5
+ Quote-part des sub. d'inv. affectée à l'exercice	1,3	-1,0	0,3	+9,9	0,7	-6,1	3,0	+14,8	1,2	-27,4	1,6	+9,0	3,9	+9,5
+ Profits et charges exceptionnels	0,5	+11,4	0,0	-97,1	0,0	-102,6	20,5	-36 951,0	0,5	+62,4	0,5	+63,7	0,7	+59,3
= Résultat de l'exercice	42,8	+1,1	28,0	+1,3	66,0	+21,5	72,5	+82,9	48,6	+32,6	72,0	+4,4	54,1	+43,2

e : nombre inférieur à 50 euros ou pourcentage inférieur à 0,05 % (en valeur absolue)

/// : sans objet ou non significatif

° UGB : unité de gros bétail, 1 UGB équivaut à une vache laitière, une brebis-mère à 0,18 UGB.

** UTA : unité de travail annuel, 1 UTA équivaut à la quantité de travail agricole fournie par une personne occupée à plein temps pendant une ann

Source : SSP - RICA 2012 et 2013 provisoire

Champ : exploitations avec PBS > 25 000 euros.

Tableau 1

Caractéristiques générales et résultats des exploitations en 2015

Valeurs moyennes par exploitation et pourcentages d'évolution par rapport à 2014 en valeur réelle

	Bovins lait		Bovins viande		Bovins mixtes		Ovins et caprins		Porcins		Volailles		Granivores mixtes		Polyculture, polyélevage	
	2015	% évo.	2015	% évo.	2015	% évo.	2015	% évo.	2015	% évo.	2015	% évo.	2015	% évo.	2015	% évo.
Echantillon	977		665		234		379		165		200		118		806	
Population	45 205		32 738		8 327		13 493		5 653		12 020		5 259		34 588	
Caractéristiques physiques																
Surface agricole utilisée (en ha)	94,3	+2,5	108,3	+1,0	134,5	+2,0	100,9	+9,3	64,6	-0,5	45,4	-8,2	101,0	+3,6	125,7	+3,0
dont : SAU en fermage	82,0	+2,7	79,8	+3,1	118,7	+1,2	57,4	-1,2	56,2	+0,7	34,8	-10,2	85,5	+5,3	109,0	+2,8
Effectifs animaux (en UGB)	107,3	+3,1	120,8	+2,5	178,6	+1,7	86,5	+2,8	484,9	+3,6	481,8	-5,0	311,0	+13,2	100,7	+3,6
Nombre d'UTA	1,9	-0,5	1,4	+1,5	2,1	+2,5	1,7	+4,4	2,4	+1,3	1,8	+1,1	2,3	+1,8	2,1	+2,5
dont : UTA non salariées	1,7	-1,2	1,3	+1,6	1,9	+2,8	1,5	+1,4	1,4	-0,7	1,4	-2,8	2,1	+3,5	1,6	+1,3
Financement et éléments du bilan (millier d'euros)																
Capacité d'autofinancement	67,5	-14,3	47,0	+3,1	81,5	-4,7	53,8	+11,3	71,9	+12,2	83,1	+11,0	91,4	+4,4	73,0	+2,2
- Prélèvements privés	40,1	-9,5	22,9	+2,7	39,2	-21,0	22,6	-25,9	29,7	-35,6	45,5	+20,5	51,3	-15,5	41,1	-1,4
= Autofinancement	27,4	-20,4	24,1	+3,5	42,3	+17,8	31,2	+75,3	42,2	+135,2	37,7	+1,3	40,1	+49,3	31,8	+7,2
Actif immobilisé	321,0	+0,3	283,4	+2,5	416,7	+1,7	200,4	+1,5	412,0	+3,2	283,2	+4,4	374,7	+10,1	311,3	-0,6
Actif circulant	128,7	+3,9	122,2	+11,1	174,4	-0,6	92,0	+9,8	235,0	+5,2	145,9	+6,6	184,9	+12,2	171,3	+5,6
Stocks	67,8	-0,7	74,3	+2,6	112,0	+0,4	37,8	+2,6	185,5	+5,6	62,7	-2,8	111,2	+6,0	94,0	+3,6
Capitaux propres	240,3	-0,9	282,1	+4,1	348,6	+1,5	180,7	+2,9	180,5	-1,5	128,4	-5,9	266,1	+11,1	256,6	+1,4
Endettement total	212,7	+4,7	126,5	+9,0	250,1	+2,4	115,5	+8,8	303,0	+6,2	297,7	+10,5	228,9	+10,6	##N/A	+2,2
Soldes intermédiaires de gestion (milliers d'euros)																
Ventes et autoconsommation																
- Achats d'animaux	3,7	-15,1	6,5	-4,5	13,0	-8,1	4,5	+42,1	35,5	+4,4	66,5	-0,7	31,9	+22,1	11,4	-6,5
= Ventes et autoconsommation nette des achats d'animaux	191,8	-4,1	80,6	+1,6	204,4	-4,7	96,4	+5,5	504,6	-2,2	377,1	+12,6	336,4	+3,3	204,9	+0,1
+ Production stockée	-1,2	-145,8	3,3	-26,7	1,3	-76,1	2,2	+65,7	3,6	-126,8	-5,2	-261,8	2,8	-431,3	2,7	+206,6
+ Production immobilisée	2,9	-20,6	0,9	-36,4	5,1	+48,8	0,8	-71,5	15,1	-46,8	5,4	+15,4	2,3	-79,4	3,4	-43,6
+ Produits divers	1,8	-8,9	1,3	+21,2	1,8	-12,0	0,9	-0,0	3,1	-15,2	5,1	+3,0	2,4	+11,1	5,0	-2,0
= Production de l'exercice	195,2	-6,2	86,1	-0,2	212,6	-5,7	100,3	+4,1	526,4	-1,6	382,4	+10,0	343,9	+1,8	216,0	-0,3
+ Rabais, remises, ristournes obtenus	0,3	-3,5	0,1	-15,7	0,3	+14,8	0,2	+41,0	0,7	+38,6	0,5	+32,2	0,5	+11,4	0,6	+6,2
- Charges d'approvisionnement	76,7	-2,6	35,6	-1,9	91,7	-5,7	42,7	+1,6	328,2	-0,3	225,1	+10,7	183,2	+4,9	89,0	-2,5
- Autres achats et charges externes (n. c. fermages)	61,8	+2,2	33,0	+2,0	65,9	+1,8	34,9	+1,7	101,6	-9,7	66,0	+1,3	79,7	-3,8	63,3	-2,1
= Valeur ajoutée	57,0	-17,7	17,5	-1,0	55,3	-13,3	22,9	+13,8	97,4	+4,0	91,9	+15,1	81,5	+0,8	64,2	+4,9
+ Remboursement forfaitaire TVA	0,0	+0,0	0,0	+51,3	0,0	+0,0	0,0	+0,0	0,0	+0,0	0,0	+0,0	0,0	+0,0	0,0	+0,0
+ Subventions d'exploitation	32,5	+2,4	43,3	+3,9	52,5	+10,4	43,1	+9,5	17,8	-3,6	13,9	-17,0	36,2	+9,2	40,0	-0,7
+ Indemnités d'assurance	1,5	+16,2	1,0	-12,1	1,8	+12,5	1,1	-21,2	1,2	+46,5	2,3	+54,9	1,7	+28,9	2,5	-9,9
- Fermages	12,3	+3,4	9,4	+1,4	16,5	+5,6	5,8	-0,3	10,0	+1,3	6,2	-8,3	14,7	+14,0	16,4	+2,6
- Impôts et taxes	1,9	+8,1	1,3	-0,3	2,5	+10,7	1,1	+5,2	2,7	-10,8	1,8	+2,6	2,4	-3,1	2,5	+3,0
- Charges de personnel	4,5	+0,9	1,6	-8,3	3,8	+4,0	3,7	+22,2	25,2	+2,2	10,2	+16,3	4,5	-17,3	10,3	+5,9
= Excédent brut d'exploitation (EBE)	72,1	-14,1	49,6	+2,8	86,8	-5,0	56,5	+10,8	78,5	+4,1	89,9	+11,3	97,9	+3,5	77,6	+1,8
+ Transferts de charge	0,3	+65,1	0,1	+20,2	0,2	+16,4	0,2	+48,1	0,6	+83,8	0,3	-48,3	0,2	-40,6	0,4	+19,0
- Dotations aux amortissements	38,1	+1,9	22,6	+3,1	45,1	+1,9	23,4	+7,0	48,1	+0,2	42,8	+7,6	46,5	+8,6	41,7	+1,1
= Résultat d'exploitation	34,3	-26,7	27,1	+2,6	41,8	-11,4	33,2	+13,8	31,0	+11,8	47,4	+14,0	51,5	-0,9	36,2	+2,7
+ Produits financiers	0,6	+12,8	0,4	+86,4	0,6	-1,6	0,2	+5,6	0,8	+5,7	0,7	+22,3	1,2	+59,0	1,0	+13,7
- Charges financières	5,8	-5,7	3,0	-6,7	6,4	-9,9	2,9	-0,4	13,2	+4,4	8,7	+9,1	8,2	-1,1	6,0	-7,7
= Résultat courant avant impôts (RCAI)	29,1	-29,3	24,5	+4,6	36,1	-11,6	30,5	+15,3	18,6	+17,4	39,4	+15,3	44,5	+0,1	31,3	+5,4
+ Plus ou moins valeur sur cession d'actifs immobilisés	3,3	-25,3	3,7	+8,3	7,0	+9,9	2,8	+12,5	2,7	+101,3	3,2	-15,4	6,0	+29,5	4,5	-11,6
+ Quote-part des sub. d'inv. affectée à l'exercice	1,8	-5,5	1,0	+1,3	1,9	-13,1	1,3	-31,0	1,7	+12,0	1,7	-5,7	2,3	+7,6	1,4	-1,2
+ Profits et charges exceptionnels	0,3	+33,7	-0,1	-143,2	0,3	-33,2	-0,1	+1 067	2,0	+546,4	0,9	-4,7	0,4	+61,2	-0,1	-111,9
= Résultat de l'exercice	34,5	-27,7	29,1	+3,8	45,3	-9,1	34,4	+11,9	25,0	+31,5	45,1	+11,1	53,1	+3,3	37,1	+1,3

e : nombre inférieur à 50 euros ou pourcentage inférieur à 0,05 % (en valeur absolue)

/// : sans objet ou non significatif

* UGB : unité de gros bétail, 1 UGB équivaut à une vache laitière, une brebis-mère à 0,18 UGB.

** UTA : unité de travail annuel, 1 UTA équivaut à

Source : SSP - RICA 2012 et 2013 provisoire

Champ : exploitations avec PBS > 25 000 euros.

Tableau 2

Situation financière des exploitations en 2014 et 2015

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Tableau de financement simplifié	Ensemble		Céréales et oléoprotéagineux		Cultures générales		Maraîchage		Fleurs et horticulture diverse		Viticulture		Fruits et autres cultures permanentes	
	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015
Résultat courant avant impôts	36,1	36,6	18,1	20,8	47,1	57,3	33,3	52,3	39,4	47,3	65,8	67,7	32,3	48,0
+ Dotation aux amortissements	33,0	33,3	32,7	32,1	45,0	45,9	27,0	27,6	20,2	20,5	24,5	25,7	28,7	28,7
+ Charges et produits exceptionnels	0,3	0,5	0,1	0,0	1,4	-0,1	-0,1	19,9	0,1	0,5	0,4	0,5	0,5	0,8
= Capacité d'autofinancement	70,5	69,4	52,9	50,8	103,1	93,5	99,8	60,2	68,2	59,8	93,9	90,8	77,5	61,6
- Prélèvements privés	40,3	41,3	31,8	35,4	66,0	69,8	50,8	38,4	47,6	39,4	53,8	47,4	39,3	41,1
= Autofinancement	30,2	28,2	21,1	15,5	37,1	23,6	49,0	21,7	20,6	20,4	40,1	43,3	38,3	20,5
+ Cessions d'immobilisations	8,5	7,7	12,6	12,9	14,4	10,0	2,5	2,2	3,1	1,4	5,3	4,4	4,8	4,6
+ Subventions d'équipement reçues	1,3	1,6	0,3	0,3	0,6	0,6	2,0	2,1	1,2	0,5	3,2	3,8	5,5	4,6
+ Nouvelles dettes financières	37,2	39,4	28,7	32,3	52,9	44,6	31,6	15,4	21,7	18,6	44,8	48,4	31,3	33,5
+ Variation des dettes auprès des tiers	1,8	0,8	1,2	0,2	3,6	-0,6	-0,4	9,9	-4,8	6,5	3,0	1,1	3,7	5,6
+ Diminution de trésorerie nette	1,2	0,0	2,8	1,5	4,4	2,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,2
= Total des ressources	80,3	77,7	66,8	62,7	113,0	81,0	84,6	51,4	41,8	47,4	96,4	101,1	83,6	73,9
Acquisitions d'immobilisations	37,0	39,3	32,6	36,1	51,8	48,1	29,7	22,3	19,2	18,6	44,0	40,7	33,1	41,0
+ Augmentation des animaux reproducteurs	0,8	1,0	-0,1	-0,5	0,3	-0,1	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,2	-0,3
+ Charges à répartir	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
+ Remboursements des dettes financières	0,0	36,3	0,0	31,9	0,0	45,4	0,0	26,2	0,0	22,0	0,0	42,6	0,0	25,0
+ Variation des stocks	2,6	0,7	0,9	-3,5	9,1	-4,0	-2,6	-0,1	-0,8	-1,1	12,5	11,0	3,8	0,4
+ Variation des créances auprès des tiers	2,8	0,0	2,1	-1,3	1,6	-8,3	15,4	2,3	-3,2	3,4	-1,4	4,8	4,7	7,4
+ Variation des comptes de régularisation	0,2	0,1	0,0	0,0	1,6	-0,1	-0,1	0,3	-0,2	0,0	0,3	0,1	0,3	0,4
+ Augmentation de trésorerie nette	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	10,9	0,4	3,9	4,5	5,0	2,0	11,3	0,0
= Total des emplois	0,0	77,7	0,0	62,7	0,0	81,0	0,0	51,4	0,0	47,4	0,0	101,1	0,0	73,9
Variation du fonds de roulement net	3,5	0,3	-1,0	-6,5	2,8	-14,5	24,0	-7,0	4,7	0,3	13,8	16,7	19,7	-2,6
Variation du besoin en fonds de roulement	3,8	0,0	1,7	-4,9	8,8	-11,7	13,1	-7,4	0,6	-4,2	8,5	14,7	5,5	2,4
Variation de trésorerie nette	-1,3	0,2	-2,8	-1,6	-4,5	-2,8	10,8	0,4	3,9	4,5	4,9	2,0	10,9	-5,0
Investissement total	29,3	32,6	19,9	22,7	37,8	38,0	27,2	20,1	16,2	17,2	38,7	36,3	28,5	36,1
Excédent de trésorerie d'exploitation	65,2	67,2	52,7	57,5	93,4	103,5	67,7	67,5	66,7	64,2	78,9	68,6	69,7	51,3

Bilan 2015	Ouv. Clôture		Ouv. Clôture		Ouv. Clôture		Ouv. Clôture		Ouv. Clôture		Ouv. Clôture		Ouv. Clôture	
	Ouv.	Clôture	Ouv.	Clôture	Ouv.	Clôture	Ouv.	Clôture	Ouv.	Clôture	Ouv.	Clôture	Ouv.	Clôture
Actif immobilisé	269,7	270,8	208,9	203,8	306,2	306,6	133,0	133,5	115,7	111,7	241,3	257,2	190,9	194,5
Terrains	39,9	41,7	49,6	51,7	33,7	35,1	16,5	18,2	13,7	13,9	76,3	80,5	22,4	23,8
Aménagements terrains	2,6	2,7	3,3	3,3	2,0	1,8	1,8	2,2	9,7	8,6	1,4	1,4	2,3	3,5
Constructions	58,4	58,5	19,6	19,0	41,4	42,4	32,3	30,1	34,6	32,9	51,2	55,9	33,9	33,5
Installations spécialisées	11,7	11,6	6,9	7,0	14,5	13,8	27,0	28,5	22,9	21,5	5,9	6,5	16,8	16,7
Matériel	80,3	78,4	96,9	90,7	123,0	120,1	42,9	42,6	20,8	22,2	47,8	52,5	50,9	51,5
Plantations (y compris forêt)	7,9	8,2	0,2	0,3	0,9	1,0	1,2	1,5	2,1	2,6	41,6	43,3	46,9	47,5
Animaux reproducteurs	46,1	46,8	6,2	6,2	6,5	6,8	0,1	0,0	1,2	1,3	0,3	0,3	1,8	2,0
Autres immobilisations	22,9	22,9	26,1	25,8	84,2	85,6	11,2	10,4	10,5	8,8	16,8	16,8	15,9	16,0
Actif circulant	179,3	186,8	140,2	142,7	204,0	213,9	90,2	110,0	119,6	120,0	403,2	419,5	148,4	166,9
Stocks et en-cours	107,9	110,8	70,7	71,7	90,9	99,8	25,4	22,7	47,7	47,1	296,4	310,0	37,0	40,1
dont animaux circulants	23,6	23,5	3,2	3,0	5,6	5,4	0,0	0,0	0,4	0,5	0,2	0,2	0,8	0,6
Valeurs réalisables	42,2	46,4	37,9	39,7	69,8	70,5	28,7	26,7	37,9	37,2	70,0	69,4	64,2	72,1
Valeurs disponibles	29,3	30,6	31,6	31,2	43,2	42,3	36,1	60,5	34,0	35,9	36,8	40,5	47,2	57,8
Régularisation actif	1,8	1,9	1,6	1,5	2,5	3,7	2,1	2,0	1,1	1,2	1,8	2,0	1,7	2,0
Total actif	450,8	460,6	350,7	348,0	512,7	522,9	225,4	245,5	236,4	233,0	646,4	679,1	341,0	366,5
Capitaux propres	259,0	262,1	206,7	202,2	274,1	274,6	81,0	104,3	98,4	100,9	436,3	456,4	176,3	193,8
Total endettement	191,7	198,2	143,9	145,7	237,9	247,6	144,4	141,3	137,7	131,8	210,0	222,7	163,4	171,5
Dettes à long ou moyen terme	124,1	125,7	93,8	90,5	160,1	161,5	70,9	71,0	72,6	72,2	101,8	110,9	91,6	96,9
Emprunts à court terme	6,7	7,2	4,8	5,6	7,0	8,4	3,7	3,2	5,1	4,2	14,1	15,1	4,0	4,6
Autres dettes financières à - 1 an	10,7	13,4	8,4	11,5	10,5	13,8	10,5	7,6	3,7	3,5	12,9	12,5	8,3	6,9
Dettes auprès de tiers	49,3	51,2	35,7	37,3	58,4	62,0	58,7	59,1	55,9	51,5	80,5	83,4	58,9	62,2
Régularisation passif	0,2	0,2	0,1	0,1	0,7	0,7	0,0	0,0	0,3	0,4	0,1	0,1	1,4	1,2
Total passif	450,8	460,6	350,7	348,0	512,7	522,9	225,4	245,5	236,4	233,0	646,4	679,1	341,0	366,5

e : nombre inférieur à 50 euros (en valeur absolue)

Champ : exploitations présentes dans l'échantillon en 2014 et 2015

Source : SSP - RICA 2014 et 2015 provisoire

Champ : exploitations avec PBS > 25 000 euros.

Tableau 2

Situation financière des exploitations en 2014 et 2015

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Tableau de financement simplifié	Bovins lait		Bovins viande		Bovins mixtes		Ovins et caprins		Porcins		Volailles		Granivores mixtes		Polyculture polyélevage	
	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015
Résultat courant avant impôts	41,5	29,0	23,3	24,7	40,8	35,1	26,6	30,6	18,5	18,6	34,1	39,5	43,8	42,1	30,5	31,1
+ Dotation aux amortissements	37,5	37,7	22,0	22,3	44,4	45,3	22,4	23,2	49,2	49,1	43,9	44,0	42,3	42,1	42,5	42,4
+ Charges et produits exceptionnels	0,2	0,3	0,1	-0,1	0,5	0,2	-0,1	-0,1	0,1	2,1	1,4	0,9	0,3	0,4	0,1	-0,1
= Capacité d'autofinancement	67,0	79,2	46,9	45,4	80,6	85,7	53,8	48,9	72,8	67,8	84,4	79,4	84,6	86,5	73,4	73,2
- Prélèvements privés	39,6	43,7	23,2	22,1	39,2	50,8	22,2	30,2	31,0	52,0	46,7	36,8	52,8	60,0	42,1	43,2
= Autofinancement	27,4	35,5	23,7	23,3	41,4	34,9	31,6	18,7	41,8	15,8	37,6	42,5	31,8	26,5	31,3	29,9
+ Cessions d'immobilisations	7,5	7,8	6,0	5,6	14,9	11,7	6,0	4,4	5,3	3,2	6,1	7,1	9,1	10,3	10,8	9,2
+ Subventions d'équipement reçues	1,2	1,3	0,5	0,7	0,9	1,4	1,4	1,4	2,0	2,9	0,4	0,5	1,7	1,5	0,9	1,1
+ Nouvelles dettes financières	37,8	40,2	24,6	22,0	50,1	53,0	22,4	22,2	92,0	80,0	34,8	34,8	50,0	53,4	42,1	46,2
+ Variation des dettes auprès des tiers	2,9	-1,3	3,7	-0,1	3,2	2,5	-1,3	3,1	-3,7	9,4	-7,1	-0,6	1,3	-7,6	4,0	2,0
+ Diminution de trésorerie nette	3,8	0,0	1,9	0,0	0,0	3,2	2,7	0,0	11,4	8,9	0,0	0,0	0,2	6,9	2,7	0,0
= Total des ressources	80,7	83,5	60,4	51,4	110,5	106,7	62,7	49,8	148,8	120,2	71,9	84,2	94,1	90,9	91,9	88,6
Acquisitions d'immobilisations	36,9	41,5	24,6	25,8	56,2	50,3	28,7	24,9	61,2	67,3	33,7	35,5	38,5	42,5	41,4	47,9
+ Augmentation des animaux reproducteurs	0,0	1,0	2,7	3,1	3,1	5,7	2,6	0,9	-2,0	-0,8	0,2	0,2	1,0	0,3	0,5	1,9
+ Charges à répartir	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
+ Remboursements des dettes financières	0,0	38,5	0,0	21,8	0,0	49,1	0,0	19,6	0,0	68,4	0,0	42,0	0,0	55,4	0,0	42,9
+ Variation des stocks	-1,7	1,0	0,7	0,5	-0,9	0,6	0,1	0,5	6,9	-13,6	-7,0	1,8	1,4	-1,1	1,9	-1,9
+ Variation des créances auprès des tiers	6,4	0,9	7,4	0,2	-0,2	0,3	6,8	2,1	6,0	-1,0	1,6	-4,7	2,6	-6,3	3,4	-2,5
+ Variation des comptes de régularisation	0,2	0,1	0,0	0,0	-0,1	0,7	0,0	0,1	0,7	0,0	0,0	0,5	-0,2	0,2	0,4	0,2
+ Augmentation de trésorerie nette	0,0	0,4	0,0	0,1	0,3	0,0	0,0	1,7	0,0	0,0	2,3	8,6	0,0	0,0	0,0	0,0
= Total des emplois	0,0	83,5	0,0	51,4	0,0	106,7	0,0	49,8	0,0	120,2	0,0	83,9	0,0	90,9	0,0	88,6
Variation du fonds de roulement net	-0,6	3,8	4,8	0,9	1,4	-4,1	9,1	1,3	5,7	-33,0	4,1	7,2	2,5	-6,6	-0,4	-6,2
Variation du besoin en fonds de roulement	2,0	3,4	4,4	0,9	-4,5	-0,7	8,2	-0,4	17,0	-24,1	1,8	-1,8	2,5	0,3	1,6	-6,0
Variation de trésorerie nette	-3,8	0,4	-2,0	0,1	0,3	-3,4	-2,7	1,7	-11,1	-8,9	2,3	8,7	-0,2	-6,9	-2,7	-0,2
Investissement total	29,5	34,7	21,3	23,2	44,4	44,3	25,4	21,4	53,9	63,3	27,8	28,5	30,4	32,5	31,1	40,7
Excédent de trésorerie d'exploitation	65,8	77,4	41,0	43,0	80,9	80,9	44,9	48,4	53,3	70,5	84,9	81,6	82,9	84,9	70,9	75,1

Bilan 2015	Ouvert.		Clôture		Ouvert.		Clôture		Ouvert.		Clôture		Ouvert.		Clôture		Ouvert.		Clôture	
	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015
Actif immobilisé	325,8	321,0	280,6	283,4	410,1	416,7	195,6	200,4	403,3	412,0	292,7	283,2	373,0	374,7	317,0	311,3				
Terrains	22,4	23,4	43,2	44,5	29,0	30,6	28,1	29,7	24,2	26,7	22,6	23,0	18,4	18,8	33,7	34,5				
Aménagements terrains	2,1	2,2	1,6	1,8	2,6	3,4	1,6	1,5	2,4	2,4	2,9	2,8	3,3	3,4	3,3	3,3				
Constructions	90,7	87,5	48,6	47,5	98,3	96,1	44,6	44,1	192,4	197,6	111,9	108,7	111,1	112,2	61,7	61,6				
Installations spécialisées	19,0	18,9	3,3	3,0	17,4	19,0	8,4	8,0	16,2	14,9	14,1	15,3	16,2	15,2	14,6	14,4				
Matériel	87,7	85,2	57,1	56,6	102,9	103,7	57,0	58,7	78,5	82,6	114,8	106,0	99,6	97,5	106,4	99,5				
Plantations (y compris forêt)	0,1	0,1	0,0	0,0	0,2	0,2	0,1	0,1	0,0	0,0	0,5	0,7	0,0	0,0	3,1	3,4				
Animaux reproducteurs	83,9	84,0	119,8	122,7	144,7	147,3	49,2	51,8	57,6	55,8	12,9	13,3	99,1	101,3	65,0	65,3				
Autres immobilisations	20,0	19,7	6,9	7,3	15,2	16,5	6,6	6,5	31,8	32,0	13,0	13,4	25,2	26,3	29,3	29,3				
Actif circulant	124,4	128,7	111,9	122,2	173,7	174,4	85,8	92,0	223,9	235,0	144,0	145,9	179,3	184,9	164,0	171,3				
Stocks et en-cours	69,3	67,8	73,5	74,3	112,3	112,0	37,5	37,8	178,0	185,5	67,7	62,7	111,7	111,2	91,4	94,0				
dont animaux circulants	31,6	30,3	48,1	49,7	68,1	67,9	15,2	16,3	127,4	133,2	44,4	39,3	65,4	64,2	32,9	33,3				
Valeurs réalisables	33,5	41,3	19,0	28,2	36,2	42,3	26,7	37,2	29,5	34,1	46,6	46,6	35,6	41,9	41,9	47,3				
Valeurs disponibles	21,5	21,0	19,3	22,0	25,3	25,2	21,5	20,2	16,3	15,0	29,6	36,7	31,9	31,8	30,7	31,0				
Régularisation actif	1,9	2,2	0,8	0,8	2,6	2,6	0,8	0,8	2,8	3,2	2,3	2,3	4,6	4,1	1,8	2,1				
Total actif	452,0	453,3	393,2	408,7	586,5	598,9	282,1	296,4	629,9	649,8	439,1	431,4	557,0	563,8	482,8	485,6				
Capitaux propres	246,5	240,3	276,2	282,1	343,4	348,6	168,9	180,7	185,0	183,7	129,7	128,4	264,5	266,1	261,1	256,6				
Total endettement	205,4	212,7	117,0	126,5	243,0	250,1	113,0	115,5	444,5	465,8	309,3	303,0	292,4	297,7	221,6	228,9				
Dettes à long ou moyen terme	149,8	150,1	84,3	85,9	169,3	173,6	77,7	79,6	276,8	290,9	216,7	214,4	204,9	203,6	150,0	149,0				
Emprunts à court terme	4,9	5,7	2,5	2,8	6,9	6,8	2,6	2,3	18,7	19,8	4,7	4,4	11,8	12,4	6,0	6,5				
Autres dettes financières à - 1 an	7,6	11,1	4,6	9,2	11,1	11,8	4,5	7,2	65,5	75,2	20,4	22,8	21,7	27,8	12,5	16,4				
Dettes auprès de tiers	42,6	45,4	24,9	28,1	55,0	57,2	27,6	25,9	82,5	79,0	66,4	60,4	53,1	53,1	51,9	55,9				
Régularisation passif	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,4	0,3	0,1	0,1	0,0	0,0	0,1	0,1				
Total passif	452,0	453,3	393,2	408,7	586,5	598,9	282,1	296,4	629,9	649,8	439,1	431,4	557,0	563,8	482,8	485,6				

e : nombre inférieur à 50 euros (en valeur absolue)

Champ : exploitations présentes dans l'échantillon en 2014 et 2015

Source : SSP - RICA 2014 et 2015 provisoire

Champ : exploitations avec PBS > 25 000 euros.